

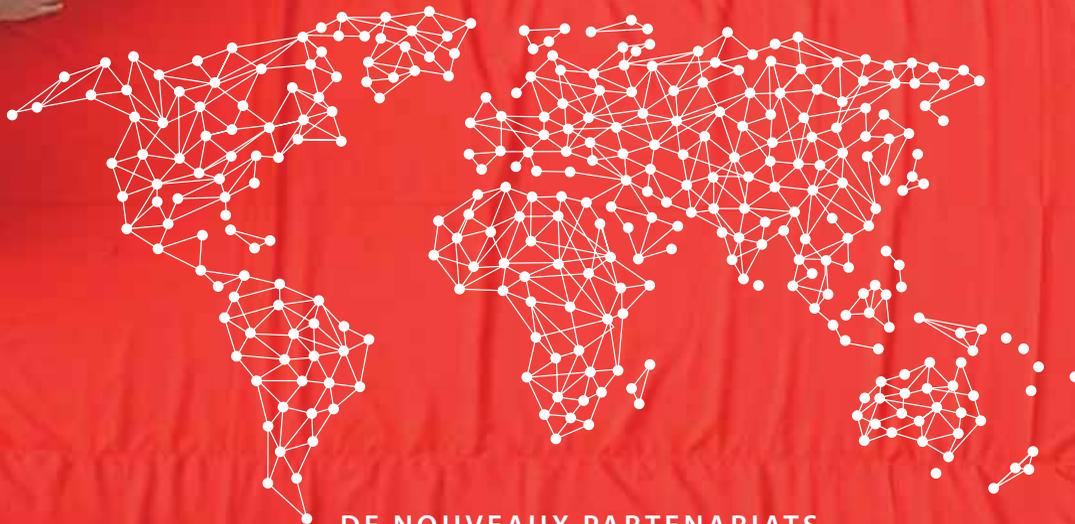


PN
UD

*Au service
des peuples
et des nations*

2013 | 2014

RAPPORT ANNUEL



DE NOUVEAUX PARTENARIATS
POUR LE DÉVELOPPEMENT

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| Avant-propos : Des perspectives de changement | 1 |
| Introduction : En finir avec l'extrême pauvreté | 3 |
| Afrique • Espoir et nouvelle orientation | 9 |
| GROS PLAN • Niger - En quête de lendemains meilleurs | 11 |
| États arabes • Une plus grande résilience face aux risques | 12 |
| GROS PLAN • Tunisie – Une victoire éclatante en période de transition | 14 |
| Asie-Pacifique • Maintenir la dynamique | 15 |
| GROS PLAN • Philippines - Assurer le relèvement et diminuer les risques | 17 |
| Europe et Communauté des États indépendants • Vers plus d'inclusion | 18 |
| GROS PLAN • Kazakhstan - L'énergie renouvelable à le vent en poupe | 20 |
| Amérique latine et Caraïbes • Des sociétés sûres et responsables | 21 |
| GROS PLAN • El Salvador - La paix à l'horizon | 23 |
| Le PNUD en chiffres | 24 |
| Un partenaire de choix | 25 |
| Coordination des Nations Unies au niveau mondial : piloter des actions au service des populations | 32 |
| Fonds d'équipement des Nations Unies : des partenariats fructueux | 35 |
| VNU : le volontariat, moteur du développement inclusif | 36 |
| Efficacité institutionnelle | 37 |
| Ressources du PNUD | 39 |

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ : La carte représentée sur la couverture est une version stylisée de la carte du monde visant à illustrer l'étendue des partenariats et de la présence du PNUD à l'échelle du globe. Les dénominations employées et la présentation des informations qui figurent dans le présent rapport n'impliquent nullement l'expression de quelque opinion que ce soit de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ou du PNUD concernant la situation légale de tout pays, territoire, ville ou zone, ou de ses autorités, ou s'agissant de la délimitation de ses frontières ou limites.

DES PERSPECTIVES DE CHANGEMENT

De nets progrès sont à l'œuvre partout dans le monde. Des avancées considérables ont été accomplies vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Des millions d'enfants de plus sont maintenant scolarisés, et les personnes qui jouissent d'une meilleure santé sont encore plus nombreuses. Les femmes bénéficient quant à elles de plus grandes chances de réaliser leur potentiel.

Dans le même temps, les niveaux d'inégalité et d'exclusion demeurent élevés, avec 75 % des personnes dans le monde vivant actuellement dans des sociétés où la répartition des revenus est devenue plus inégale qu'elle ne l'était il y a 20 ans. L'environnement dont nous dépendons tous pour notre survie est menacé par l'augmentation des niveaux d'émission de gaz à effet de serre, la perte de biodiversité et l'acidification des océans.

Cette situation bientôt intenable est la rançon de la recherche de gains à court terme au mépris des conséquences à long terme.

La transition vers de nouveaux modèles de développement est le défi majeur de notre époque. Une croissance durable et bénéficiant à tous est possible, comme en témoigne l'exemple de nombreux pays. Une telle croissance peut faire reculer la pauvreté et les inégalités tout en protégeant les écosystèmes de la planète. En gérant les risques et les aléas inévitables, les individus, les communautés et les institutions peuvent accroître leur résilience face aux chocs, ainsi que leur capacité à préserver les acquis du développement.

Heureusement, un consensus mondial émerge quant à la nécessité d'agir en ce sens. En 2013, la rencontre spéciale de haut niveau sur la réalisation des OMD organisée par l'Assemblée générale des Nations Unies a réaffirmé les liens entre l'éradication de la pauvreté et le développement durable.

Plus de 1,8 million de personnes, dont de nombreux jeunes, ont participé à des consultations internationales organisées par le système de développement des Nations Unies pour définir les priorités pour le programme de développement durable de l'après-2015, qui prendra le relais des OMD. Elles appellent de leurs vœux des emplois et une croissance bénéficiant à tous, de meilleurs services, la durabilité environnementale, une bonne gouvernance et la sécurité, en tant que conditions essentielles du progrès. Conscientes qu'aucun problème ne doit être abordé de manière isolée, elles soulignent la nécessité d'une réflexion, d'une planification et d'une action intégrées.

Le PNUD et le système de développement des Nations Unies dans son ensemble participent pleinement à l'effort international pour élaborer ce nouveau programme. Le PNUD offre son expertise en matière de théorie et de pratique du développement, et fait entendre la voix des peuples du monde dans les délibérations. Jusqu'en 2015, il continuera à œuvrer pour la réalisation des OMD, notamment par le biais d'initiatives pour accélérer les efforts de plus de 50 pays et combler leur retard dans certains domaines.



L'Administrateur du PNUD, Helen Clark, rend visite à une école à Tacloban, aux Philippines, et témoigne sa solidarité aux victimes du typhon de 2013.

Le présent rapport donne un aperçu détaillé des actions mises en œuvre par le PNUD pour obtenir des résultats significatifs en tant que partenaire de développement et leader mondial en matière d'opinion et d'innovation. Il montre l'évolution de son approche, exposée dans notre nouveau Plan stratégique, ainsi que le recentrement de tous ses efforts sur un développement à la fois ouvert à tous, durable et résilient.

Le PNUD continuera de collaborer avec ses partenaires du monde entier à l'élimination de la pauvreté, dans une optique de réduction des inégalités et de l'exclusion, ainsi que de respect des écosystèmes. Tel est notre engagement envers les générations d'aujourd'hui et de demain.

Helen Clark
ADMINISTRATEUR DU PNUD

La croissance économique durable
jette les bases d'un avenir meilleur,
même pour les groupes les plus
marginalisés sur le plan, entre
autres, de la sécurité alimentaire,
des services essentiels et des
moyens de subsistance durables.



Nous vivons une époque de grands espoirs pour l'humanité.

INTRODUCTION

EN FINIR AVEC L'EXTRÊME PAUVRETÉ

Nous vivons une époque de grands espoirs pour l'humanité. Pour la première fois dans l'histoire, l'extrême pauvreté pourrait bien n'être plus qu'un mauvais souvenir d'ici une génération.

L'essor rapide des pays en développement et les progrès considérables en matière de développement humain ont engendré une dynamique remarquable. Les innovations technologiques révolutionnent le commerce et les interactions humaines. Les individus ont à leur disposition davantage de moyens d'expression et revendiquent de plus en plus le droit d'être entendus. L'accès universel aux services de base, qui garantirait à tous un niveau minimum de bien-être, est désormais à notre portée.

Plus important encore, nous disposons de connaissances et d'une expérience suffisantes pour garantir une croissance économique rapide dans le respect de la justice sociale et de l'environnement, exigence qui fait globalement l'objet d'un consensus à l'échelle internationale.

Ces nouvelles perspectives de progrès s'accompagnent cependant de lacunes et de risques inquiétants. Des inégalités criantes perdurent, même dans un contexte de prospérité, alimentant les mécontentements. La croissance économique n'a pas, à elle seule, bénéficié à un nombre suffisant de pauvres. Un grand nombre de ceux qui ont échappé à la misère restent à la merci d'un revers de santé, de fortune ou de perspectives d'emploi qui pourrait les faire basculer de nouveau dans la pauvreté. La marginalisation de longue date dont font systématiquement l'objet certains groupes, tels que les femmes et les jeunes, les prive de tout espoir d'améliorer leur existence et de vivre dans la dignité. Les conflits, les catastrophes naturelles, le changement climatique et la crise environnementale sont autant de facteurs

1990

43 %

2010

21 %

En vingt ans, la proportion de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour a été réduite de moitié.

Source : Groupe d'appui opérationnel / PNUD



qui peuvent réduire à néant, en l'espace d'un instant, les acquis de plusieurs décennies en matière de développement.

Présent dans plus de 170 pays et territoires, le PNUD est l'un des principaux organismes multilatéraux de développement. Dans le cadre de son action, il joue un rôle pionnier dans la prévision et la compréhension des opportunités et des risques actuels, ainsi que dans les interventions à mener en réponse.

Le nouveau Plan stratégique du PNUD pour 2014-2017 expose sa vision, en harmonie avec son mandat et ses principes éthiques de base. Le PNUD a pour vocation d'aider les pays à éliminer l'extrême pauvreté et à faire reculer les inégalités et l'exclusion.

REPENSER LE DÉVELOPPEMENT

S'il semble réaliste, cet objectif implique de repenser le développement sous l'angle des modèles actuels et du soutien apporté par le PNUD. En portant nos regards sur le monde entier, nous voyons ce qui donne des résultats ou n'en donne pas. Pour que la croissance économique soit effective, les pauvres et les exclus doivent avoir accès aux emplois, aux moyens de subsistance et aux services qui leur permettent de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. La nature des emplois et des moyens de subsistance ainsi créés a également son importance : une croissance qui détériore l'environnement, de façon



Bâtir la résilience lors d'une crise passe par le rétablissement des bases de la vie quotidienne comme les marchés, qui assurent l'approvisionnement en denrées alimentaires et constituent une source de revenus.

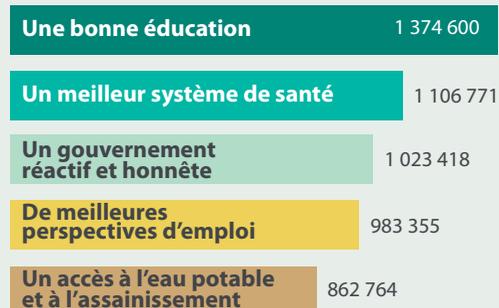
parfois irréversible, n'est pas viable sur le long terme et aura des répercussions négatives qui toucheront principalement les populations pauvres. La démocratie ne fonctionne que si elle va de pair avec la participation de l'ensemble des citoyens et si tous sentent que leurs besoins sont satisfaits. La paix, quant à elle, n'est durable que si l'on s'attaque aux facteurs à l'origine des conflits.

Si, en cette période de transition sans précédent, nous sommes conscients d'avancer globalement dans la bonne direction, tout indique cependant que nous risquons de dévier de cette trajectoire. Les perspectives encourageantes ne doivent pas céder le pas aux risques qui nous guettent. Pour cela, il convient de corriger le cap dès maintenant.



CINQ GRANDES PRIORITÉS À L'ÉCHELLE MONDIALE

En nombre de voix



Source : ONU

1,8 MILLION DE SUFFRAGES POUR LE MONDE DE DEMAIN

Les discussions autour du programme de développement durable pour l'après-2015 sont les plus importantes et les plus ouvertes jamais organisées sur le thème du développement. Le PNUD, aux côtés de nombreux organismes des Nations Unies et d'autres partenaires, a joué un rôle décisif pour étendre ses consultations à l'ensemble du monde. Plus la participation est importante, plus l'appropriation et l'espoir progressent, ainsi que la probabilité de voir ces actions se muer en réalité.

Au cours du premier trimestre 2014, plus de 1,8 million de personnes dans plus de 190 pays ont « voté » pour leurs principales priorités de développement dans le cadre de l'enquête *MY World*. 300 000 personnes

de plus ont participé à des dialogues sur les priorités nationales dans 88 pays, ainsi qu'à 11 consultations internationales sur des thèmes tels que la sécurité alimentaire et la gouvernance. Les conclusions des débats ont bénéficié d'une large couverture médiatique et ont alimenté les négociations internationales des États Membres des Nations Unies sur l'après-2015.

Des efforts supplémentaires ont été déployés en direction des groupes rarement représentés dans les débats politiques internationaux, tels que les communautés indigènes, les enfants et les jeunes, les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres, les entrepreneurs et les propriétaires de petites entreprises, les

TROIS GRANDS OBJECTIFS

1 

Favoriser la transition vers des économies durables

Ce constat est à l'origine de la nouvelle approche adoptée par le PNUD en matière d'appui aux pays dans son Plan stratégique, qui préconise l'éradication de l'extrême pauvreté et la réduction des inégalités en intervenant sur trois fronts.

2 

Soutenir le partage des dividendes du développement dans un cadre démocratique

Premièrement, le PNUD encourage la transition vers un développement durable, épargnant des dommages irréversibles à l'environnement et dans lequel la croissance bénéficierait aux groupes pauvres et marginalisés. *Deuxièmement*, il aide les systèmes démocratiques à devenir

3 

Gérer les risques pour bâtir la résilience

inclusifs et responsables, aptes à assurer adéquatement la participation, les services et la sécurité. *Troisièmement*, il appuie les efforts visant à identifier systématiquement et à prévenir les risques majeurs en matière de développement chaque fois que possible et, au besoin, à aider les pays et les communautés à se relever rapidement et à accroître leur résilience.

Des actions étroitement imbriquées dans ces trois domaines sont la condition d'un développement durable, ouvert à tous et résilient.

Le PNUD, principal organisme de développement des Nations Unies, est fort d'une réputation de confiance, de multiples partenariats ainsi que d'une riche expertise théorique et pratique reposant sur une expérience de près de 50 ans. En allant de l'avant, nous nous appuyons sur ces précieux atouts.

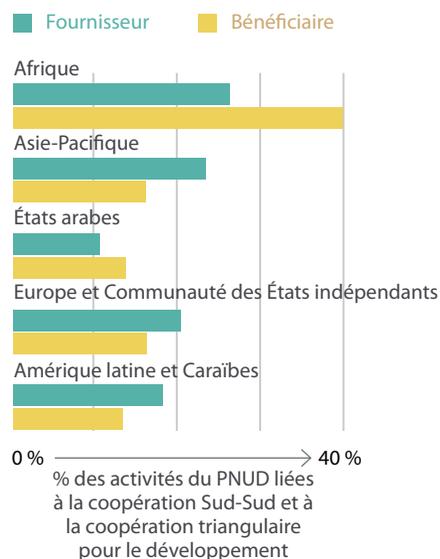
personnes déplacées, les personnes handicapées et les femmes. L'enquête, qui doit se poursuivre jusqu'en 2015, recueille des votes en ligne et par SMS. Des membres de plus de 700 organisations de la société civile ont également fait du porte-à-porte dans des régions reculées et des bidonvilles pour se rendre auprès des populations n'ayant pas accès aux technologies.

Leurs préoccupations sont globalement claires et analogues et portent sur la réalisation des OMD, en prenant toutefois davantage en compte les enjeux actuels, à la fois complexes et interconnectés. Alors que les inégalités engendrent de la frustration partout dans le monde, les personnes interrogées réclament, entre autres priorités, l'accès à une éducation et à des soins de

santé de meilleure qualité, un gouvernement honnête et plus à l'écoute des citoyens, et de meilleures opportunités d'emploi.

Le PNUD intervient déjà sur beaucoup de ces fronts et joue un rôle moteur pour favoriser un développement plus durable et inclusif. En 2014, le Groupe de développement des Nations Unies, qui rassemble 32 organismes des Nations Unies, a lancé sous la houlette du PNUD des consultations dans plus de 50 pays sur les modalités de mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015. Les obstacles sont de mieux en mieux définis, et la prochaine étape consistera à déterminer les approches les plus efficaces pour en venir à bout, notamment en continuant d'impliquer les populations.

COOPÉRATION ENTRE PAYS



Source : Groupe d'appui opérationnel/PNUD

Les perspectives encourageantes ne doivent pas s'effacer derrière les risques qui nous guettent. Pour cela, il convient de corriger le cap dès maintenant.

Parallèlement, le PNUD a recentré son action pour suivre au plus près l'évolution du monde. Le PNUD a pour objectif de venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin, même dans des pays qui ont connu une croissance rapide. Il s'attache de plus en plus à définir des approches efficaces visant à aider les pays à atteindre leurs objectifs de développement. L'ensemble de son action est axé sur la recherche du meilleur rapport coût-efficacité et de la plus grande transparence possible.

En aidant les pays à percevoir les solutions dont ils ont besoin, le PNUD accroît sa souplesse et son ouverture, mettant à contribution l'ensemble de ses capacités dans tous les domaines et spécialités. Cette approche implique souvent de ne pas aborder un problème de manière isolée et de s'attaquer aux multiples facteurs qui accélèrent - ou entravent - le développement.

Elle oblige à innover, en faisant fond sur les évolutions historiques majeures telles que l'urbanisation massive ou l'essor des ressources énergétiques modernes et renouvelables pour résoudre le double problème de l'accès aux services et de l'impact environnemental.

Les partenariats ont toujours été au centre de l'action du PNUD et aujourd'hui, plus que jamais, il soutient expressément la coopération Sud-Sud entre les pays en développement parce qu'ils ont tiré beaucoup d'enseignements utiles de leurs expériences respectives. Les pays développés ont également une vaste expertise à offrir. Dans cette optique, le PNUD s'est fixé comme priorité de faire le lien entre les différentes sources d'information et d'accroître les possibilités offertes à tous.

UN RÔLE MOTEUR DANS LES DÉBATS

Dans un contexte complexe marqué par les chocs économiques et le changement climatique, il est indispensable d'adopter une approche critique. Grâce à sa perspective mondiale, à son expérience dans la mise en œuvre de programmes dans toutes les régions du monde et à ses contacts réguliers avec les plus grands experts du développement, le PNUD apporte aux discussions de fond un éclairage très respecté et éminemment actuel.

Ce rôle moteur dans la réflexion, ainsi que sa réputation d'impartialité, de transparence et d'équité confèrent au PNUD une capacité avérée à orienter et à influencer les débats sur la politique à suivre.

La formule d'ouverture du tout premier Rapport mondial sur le développement humain, daté de 1990, *Les individus sont la véritable richesse d'une nation*, constitue toujours le fil conducteur

de cette série de rapports annuels sur les problèmes actuels de développement. L'édition 2014, intitulée *Consolider le progrès humain : réduire les vulnérabilités et bâtir la résilience*, attire l'attention sur les menaces que l'incertitude et les risques croissants découlant de divers facteurs comme les catastrophes naturelles, les conflits et l'instabilité économique font peser sur les progrès en matière de développement humain. Si certains risques sont inévitables, des individus et des communautés en proie à la pauvreté, à la discrimination et à d'autres vulnérabilités sont beaucoup moins préparés à y faire face. Ce rapport identifie les politiques et les réformes institutionnelles qui, conjuguées à l'action des institutions sociales, peuvent contribuer à lutter contre les facteurs de vulnérabilité et renforcer la résilience. Il affirme l'impact que peuvent avoir des mécanismes de détection précoce ainsi que des investissements modestes mais effectués au bon moment.

Le rapport du PNUD paru en 2013, *L'humanité divisée : combattre les inégalités dans les pays en développement*, a apporté de nouvelles données

mondiales sur un thème qui figure à présent en tête de nombreux ordres du jour politiques. Il montrait notamment qu'après ajustement pour tenir compte de la croissance démographique, l'inégalité des revenus avait augmenté de 11 % dans les pays en développement entre 1990 et 2010. La vaste enquête menée dans le cadre de ce rapport auprès des décideurs a permis de dégager un large consensus sur les risques que pose cette inégalité pour le développement social et économique à long terme.

En Amérique latine, le PNUD a mis à profit sa présence dans la région pour s'attaquer au problème sensible mais urgent du taux de criminalité, qui atteignait des sommets malgré un développement rapide. Le rapport régional sur le développement humain *Citizen Security with a Human Face* [La sécurité publique à visage humain] montre en quoi l'insécurité entrave le progrès social et économique dans chaque pays de la région. Il montre que les politiques de répression ont pour la plupart échoué et que le renforcement de la sécurité doit passer par un développement inclusif, améliorant de façon



Préserver la planète pour les générations futures implique de trouver un équilibre entre considérations environnementales et besoins des populations.

UN PROGRAMME D'ACTION POUR L'AVENIR

D'ici 2015, l'une des principales responsabilités du PNUD sera d'aider les pays à accélérer leurs efforts dans la dernière ligne droite vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Dans ses programmes et à travers son rôle de chef de file dans le système de développement des Nations Unies, il coordonne l'action des fonds, des programmes et des institutions spécialisées des Nations Unies. Les OMD ont insufflé un élan sans précédent à la lutte contre la pauvreté, éliminant des obstacles aux droits des femmes et améliorant l'éducation et les soins de santé.

L'année 2015 marquera le lancement d'un nouveau programme d'action en vue de poursuivre les avancées en matière de développement. Les discussions en cours

entre les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont fait émerger un consensus sur la nécessité d'articuler ce programme autour de l'éradication de l'extrême pauvreté ainsi que d'un développement durable et équitable. Pour cela, il sera nécessaire de soutenir une intégration poussée des objectifs économiques, sociaux et environnementaux, une gouvernance responsable et des sociétés pacifiques.

Le PNUD est étroitement impliqué dans les délibérations sur le cadre de développement pour l'après-2015 et a d'ores et déjà axé son Plan stratégique sur les grandes orientations de ce cadre. Contribuer à un monde plus durable, inclusif et résilient est un objectif à la portée de notre organisation. Comme en témoigne ce rapport, le PNUD est pleinement déterminé à atteindre cet objectif.

tangible les conditions de vie de tous. Plusieurs anciens présidents de pays d'Amérique latine et dirigeants de grandes institutions régionales ont participé en 2013 au lancement du rapport, qui a bénéficié d'une large couverture médiatique, notamment à travers CNN, *The Economist*, *El País* et Twitter, pour une audience totale de près de 1,7 million de personnes.

Dans les États arabes, la pénurie des ressources en eau est sur le point d'atteindre un seuil critique. Contrairement aux autres régions du monde, ils n'atteindront probablement pas la cible de l'OMD pour un meilleur accès à l'eau. Des organes régionaux tels que le Conseil de coopération du Golfe ont fait de ce thème une priorité et bénéficié des contributions du PNUD dans le rapport *Water Governance in the Arab Region: Managing Scarcity and Securing the Future* [La gouvernance de l'eau dans les pays arabes : gérer la pénurie et préparer l'avenir]. Ses conclusions indiquent que si de nombreuses ressources en eau ont été surexploitées, la stratégie qui consistait jusqu'ici à augmenter

l'offre est insuffisante. Elle devrait être réorientée vers une gestion de la demande, ainsi que vers une utilisation et une allocation plus efficaces des ressources en eau. Après la présentation du rapport au Bahreïn, le PNUD a commencé à élaborer des programmes régionaux et des programmes de pays soutenant la mise en œuvre de ses conclusions au niveau des politiques.

En Sierra Leone, le PNUD a aidé le Gouvernement à élaborer son premier rapport sur la situation des jeunes, qui était l'une des principales recommandations de la Commission Vérité et Réconciliation du pays. Le président Ernest Bai Koroma a présenté en personne ce rapport en s'engageant à favoriser l'émergence d'une « population jeune autonomisée qui peut changer le destin de notre pays ».

Ce rapport constitue l'aperçu le plus complet à ce jour de la situation préoccupante des jeunes, offrant un sombre panorama marqué par les taux élevés de chômage et de pauvreté et

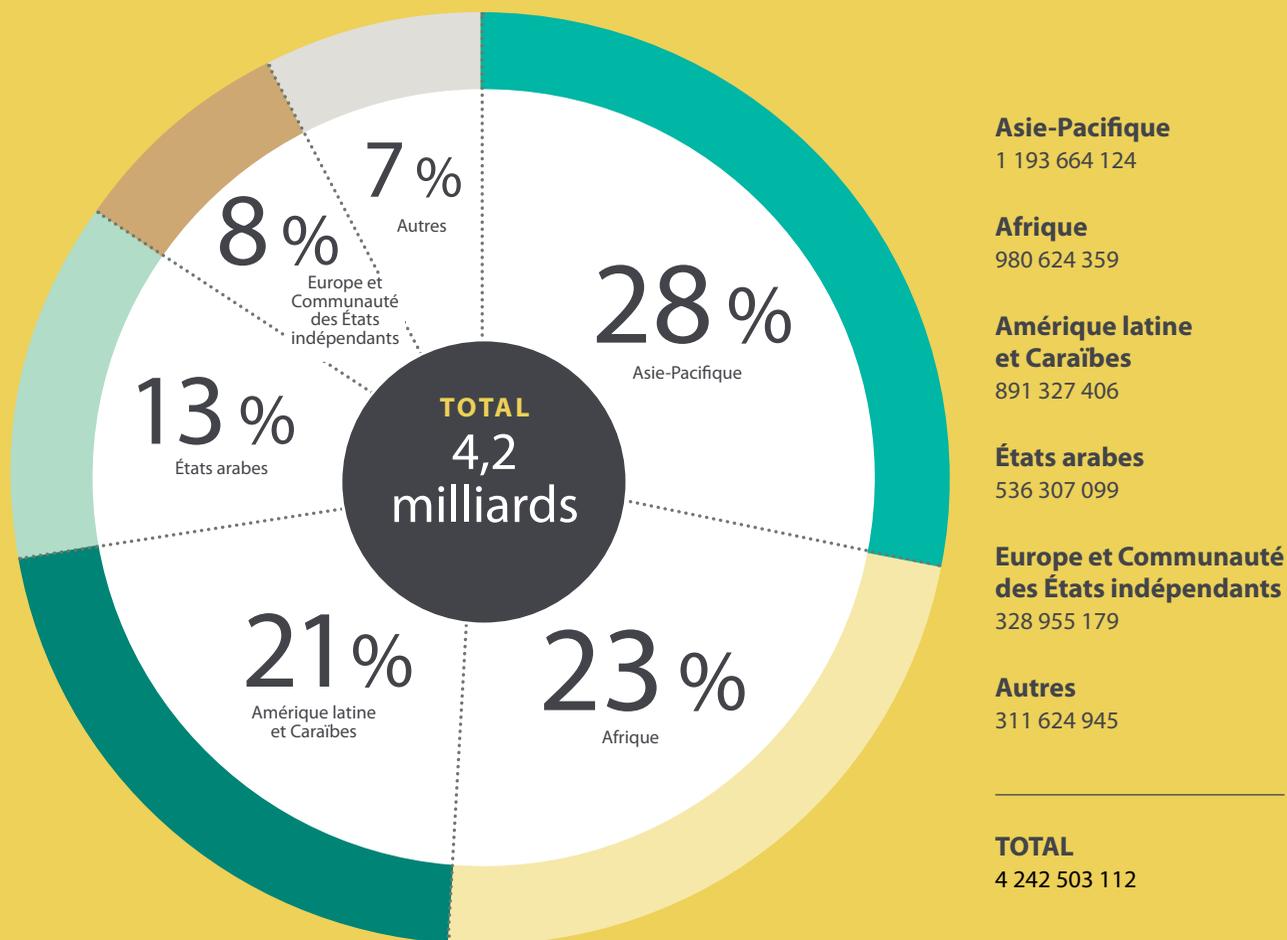


Le Rapport mondial sur le développement humain 2014 (à gauche) et le rapport *Youth Development* sur la situation des jeunes en Sierra Leone (à droite).

prônant l'intensification massive des efforts de lutte contre la pauvreté ciblés sur les jeunes. Il formule plusieurs recommandations, parmi lesquelles l'amélioration des services de santé, une meilleure adéquation de l'enseignement et de la demande d'aptitudes, ainsi que l'établissement de partenariats public-privé pour créer des emplois. En outre, il indique que l'agriculture peut constituer une importante source d'emplois pour les jeunes sans qualifications.

RÉPARTITION DES DÉPENSES DE PROGRAMME PAR RÉGION POUR L'ANNÉE 2013

(données préliminaires en dollars EU)*



* Chiffres préliminaires d'avril 2014. Ils correspondent à l'ensemble des dépenses de programme du PNUD au titre de l'année 2013 aux niveaux mondial, régional et national et ont été obtenus avant la finalisation et l'audit des états financiers du PNUD.

Source : Bureau de la gestion/PNUD

Afrique

ESPOIR ET NOUVELLE ORIENTATION

Forte d'une démocratie en pleine expansion et de quelques-unes des économies les plus dynamiques au monde, l'Afrique entame une nouvelle ère. La paix progresse sur le continent et les femmes n'ont jamais été aussi nombreuses à s'investir dans l'activité politique. L'optimisme et l'espoir gagnent du terrain.

Il reste à surmonter de redoutables défis, au premier rang desquels figure le creusement des inégalités entre ceux qui profitent de la croissance et de cette transformation, et ceux qui en sont exclus. Le PNUD travaille avec ses partenaires aux niveaux national et régional pour lutter contre les multiples formes d'exclusion. Cela implique d'offrir aux populations, et notamment aux plus pauvres, de nouvelles opportunités en matière d'emplois décents, d'accès aux services, de vote et de sécurité au quotidien, mais aussi, en cas de catastrophe, de renforcer leur résilience pour leur permettre de se relever et de se remettre sur la voie de la croissance.

Le PNUD est un ardent défenseur de la paix, de la stabilité et du programme de l'Union africaine en matière de développement durable. Nous saluons particulièrement son engagement réaffirmé en faveur de l'égalité des sexes, qui contribuera à placer les femmes au centre de notre action.

NKOSAZANA DLAMINI ZUMA
Présidente de la Commission de l'Union africaine



Pour le **MALI, MADAGASCAR** et le **TOGO**, les élections de 2013 ont été non seulement l'occasion de désigner des représentants politiques, mais aussi de voter pour la paix. Soutenu par le PNUD, le processus électoral s'y est déroulé sans heurts, témoignant de l'apaisement des tensions. Au Mali, qui était jusqu'à récemment en proie aux conflits, le PNUD a aidé les autorités nationales à inscrire plus de 6,8 millions d'électeurs au moyen d'un système biométrique moderne. Madagascar a mis en place un système qui a contribué à identifier et à désamorcer les incidents potentiellement perturbateurs.

Au Mali, la campagne d'information a contribué au déroulement pacifique du scrutin.

PLUS DE
6,8
MILLIONS
D'ÉLECTEURS
INSCRITS

Pour se relever du conflit, la **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO** a besoin d'un système juridique pleinement opérationnel. Le PNUD a apporté son appui au Parlement pour réduire le délai d'examen et d'adoption des lois de huit semaines à une seule. Il a contribué à doubler les effectifs de magistrats en activité et à gérer plus rigoureusement les prisons afin d'éviter les détentions inutiles, faisant chuter le taux de la population carcérale de 40 % dans certains cas. Dans des zones reculées, des commissions communautaires de règlement des litiges formées à cet effet permettent de résoudre jusqu'à 60 % des conflits locaux, tandis que les vastes efforts de plaidoyer contre les violences sexuelles et sexistes se sont traduits par une hausse des taux de signalement et de jugement.

8
SEMAINES

1
SEMAINE

→
Réduction du temps consacré à l'examen et à l'adoption des lois

AMÉLIORATION DES



Services de santé



Services d'éducation



Débats sur le budget national

En **AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE**, le PNUD aide les gouvernements, les parlements et la société civile à promouvoir une bonne gestion des finances publiques, en collaboration avec la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Union européenne. En 2013, son action a entre autres contribué à améliorer le suivi par les gouvernements de la prestation des services d'éducation et des soins de santé, et à impliquer des groupes de la société civile dans les discussions relatives au budget national. À compter de 2014, l'accent sera mis sur les pays en conflit ou sortant d'un conflit. Un total de 18 pays bénéficieront d'une aide en matière de planification et de gestion des finances publiques, notamment en vue d'intégrer la problématique de l'égalité entre les sexes, de créer des emplois et d'assurer la prise en compte du changement climatique dans les budgets publics.



Le PNUD œuvre aux côtés des communautés tanzaniennes au reboisement des forêts, gage d'un approvisionnement plus sûr en eau, entre autres bénéfices.



Avec l'aide du PNUD, le **GHANA** effectue sa transition vers une économie verte. Il a adopté une politique

nationale de changement climatique en 2013 et intégré des dispositions pour mieux concilier activité économique et environnement dans son plan national de développement. Un système de remboursement instauré à l'échelle nationale encourage l'échange de vieux réfrigérateurs contre des modèles plus efficaces, ce qui permet notamment aux ménages les plus modestes de réduire leur facture d'électricité. Un partenariat du PNUD avec *le Ghana Cocoa Board* a abouti à la création de la Plateforme ghanéenne du cacao, qui favorise l'adoption par cette industrie, essentielle à l'économie du pays, de pratiques respectueuses de l'environnement.



Avec de meilleures compétences en gestion, les jeunes Éthiopiens pourront jouer un rôle clé dans l'avenir de leur pays.

Pour soutenir l'essor de son économie, qui connaît une croissance rapide, et figurer au rang des pays à revenu intermédiaire d'ici 2025, **l'ÉTHIOPIE** investit massivement dans sa main-d'œuvre. Le programme de développement de l'entrepreneuriat, lancé en 2013 en collaboration avec le PNUD, vise à former des jeunes hommes et femmes à l'avenir prometteur. L'objectif est que d'ici 2015, 200 000 Éthiopiens dirigent des entreprises prospères.

60%

DES PATIENTS RÉPERTORIÉS DANS LA BASE DE DONNÉES ÉLECTRONIQUE

Le traitement manuel des dossiers médicaux des 700 000 patients atteints du VIH/sida sous traitement représentait un lourd fardeau administratif pour le **ZIMBABWE**. Le PNUD et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ont contribué à introduire un système électronique de gestion des dossiers médicaux, qui couvrait fin 2013 plus de 60 % des patients. Les bénéfices s'étendent bien au-delà du seul aspect administratif : la prise en charge des patients s'est améliorée et les décideurs disposent de données fiables pour gérer une épidémie.

NIGER

En quête de lendemains meilleurs

Le Niger est l'un des pays les plus pauvres du monde. La faim fait partie du quotidien dans les vastes étendues désertiques du pays, où les sécheresses déciment régulièrement les récoltes et le bétail.

Dans cet environnement hostile, le PNUD vient en aide à des Nigériens démunis, comme Bintou Bira, qui habite Korsorom, une petite ville dans le sud-est du pays. Bénéficiaire d'un programme du PNUD soutenu par le Fonds pour l'environnement mondial, elle est employée à la plantation de mesquites, des arbres freinant la désertification.

Les avantages sont immédiats. « Nous avons de quoi nous nourrir ainsi qu'un peu d'argent, de sorte que nous n'avons plus besoin de prendre le risque de passer la frontière », explique Bintou, qui a connu l'époque dangereuse où la survie des habitants dépendait de la vente de pulpe de palme dans des régions du Nigéria voisin en proie aux insurrections. Outre ses bénéfices environnementaux, le programme, qui a fourni un emploi à plus de 2 000 personnes dans le cadre d'opérations de remise en état de 29 000 hectares de terres dégradées pour l'agriculture et le pâturage à travers le pays, contribue également au développement à plus long terme du Niger.

Cette assistance directe aux plus vulnérables repose pour le PNUD sur un engagement plus large, qui vise à réduire la fragilité du Niger pour favoriser son développement. Il collabore étroitement avec des partenaires nationaux au renforcement de capacités essentielles, telles que la gestion du développement et la résilience face à une crise, notamment par la mise en place de systèmes efficaces de gouvernance.

Le coup d'état de 2010, qui s'est soldé par le renversement du Gouvernement, a eu

pour conséquence de priver le pays d'une grande partie de l'aide extérieure dont il dépend toujours. Le PNUD a cependant maintenu sa présence au Niger, aidant la Commission électorale nationale à organiser avec succès des élections en 2011.

Le rapprochement des intérêts politiques qui s'est dès lors opéré a favorisé un consensus sur la nécessité de la stabilité et d'une gouvernance efficace pour assurer le développement. Preuve tangible de ce progrès, tous les partis et le Parlement ont adopté en 2013 des lois et des procédures électorales, y compris un système de contrôle électoral biométrique, pour garantir la transparence et le déroulement pacifique des prochaines élections.

Le Plan de développement économique et social 2012-2015 élaboré par le Gouvernement avec l'aide du PNUD accordait la priorité à une gouvernance efficace pour favoriser une croissance inclusive. Avec l'appui du PNUD, une réunion de donateurs externes avait ensuite été convoquée pour combler le déficit de financement du plan, qui frisait 5 milliards de dollars.

Le PNUD a également contribué au développement de l'initiative 3N, « Les Nigériens nourrissent les Nigériens », qui représente 25 % du budget national et s'attaque à l'un des principaux problèmes du pays, l'insécurité alimentaire. Des organismes des Nations Unies et des partenaires internationaux assurent conjointement la coordination de la

mise en œuvre de cette initiative par le biais d'un cadre d'accélération de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Un système d'alerte précoce pour les catastrophes naturelles et les crises alimentaires a été mis en place pour améliorer la préparation et le relèvement.

Cette stabilité politique retrouvée, combinée à des programmes bien conçus, allant de l'introduction de nouvelles techniques agricoles à des initiatives « Argent contre travail », a abouti à des progrès considérables. L'agriculture irriguée a progressé, tandis que la pauvreté et la malnutrition ont reculé. Des mesures rapides en relation avec l'initiative 3N ont permis en 2011 d'éloigner la menace de la famine après de mauvaises récoltes.

La prochaine étape consistera à renforcer les capacités à l'échelle locale pour que la gestion du développement reflète au mieux les besoins locaux. En 2013, le Niger a mis en place avec le soutien du PNUD une politique nationale de décentralisation qui, à terme, transfèrera aux 266 communes du pays de nombreuses responsabilités en matière de gouvernance. Le PNUD assiste déjà l'élaboration de stratégies de développement régional en fournissant au Niger des outils de planification et de gestion du développement local. Si, en matière de développement, le chemin est plus long pour le Niger que pour la majorité des autres pays, il est d'ores et déjà sur la bonne voie.



La création d'une banque de céréales communautaire peut contribuer à assurer la sécurité alimentaire, l'un des principaux problèmes du Niger.

États arabes

UNE PLUS GRANDE RÉSILIENCE FACE AUX RISQUES

Les États arabes se trouvent à la croisée des chemins entre, d'un côté, le progrès et le désir de changement et, d'un autre côté, un développement poussif et la crise. Depuis peu, les progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement marquent le pas. La transition, initialement source de grands espoirs en 2011, s'est soldée par des évolutions positives dans certains pays mais a eu de terribles répercussions dans d'autres.

Conscient des nombreuses vulnérabilités de la région, le PNUD travaille à réduire les risques et à développer la résilience. Il agit notamment pour réformer les économies en difficulté et améliorer la gestion des ressources naturelles partagées. Fort de sa longue expérience, le PNUD apporte son appui aux gouvernements qui assurent un bon niveau de représentation et des services publics efficaces. Dans un contexte de crise et d'instabilité, il redonne de l'espoir aux populations en les aidant à se reconstruire et, ce faisant, à prendre un nouveau départ dans la vie et à faire progresser la cohésion sociale.

Le monde arabe connaît une transformation sans précédent, et la Ligue des États arabes compte sur ses partenaires pour accompagner cette transformation. La relation entre la Ligue arabe et le PNUD est un exemple très réussi du type de collaboration que la Charte des Nations Unies appelle de ses vœux.

NABIL EL-ARABI

Secrétaire général de la Ligue des États arabes

AIDER LES POPULATIONS À SE RELEVER EN LEUR FOURNISSANT :



Emplois



Services essentiels



Infrastructures

Le conflit en Syrie a eu des effets catastrophiques, réduisant à néant 35 années de développement et entraînant la fuite de 2,5 millions de personnes dans les pays voisins, submergés par l'afflux massif des réfugiés. Face à cette crise, le PNUD a mis en place une riposte de grande ampleur, qui répond aux besoins immédiats des Syriens tout en leur fournissant des emplois, des services essentiels et des infrastructures pour les aider à se relever. Les bénéficiaires, profitant à la fois aux réfugiés et aux communautés locales qui les accueillent, favorisent un accès équitable au développement et une stabilité à plus long terme.

En **SYRIE**, le PNUD intervient pour remettre en état les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, fournissant ainsi des services essentiels et des emplois. Au **LIBAN**, il a collaboré avec les municipalités pour rénover des infrastructures de base telles que les routes, les marchés, les écoles et les centres de santé. En **JORDANIE**, le PNUD propose aux jeunes une formation professionnelle, qui leur permet également d'entrer en contact avec des employeurs potentiels. Dans le **NORD DE L'IRAQ**, des services juridiques, sociaux et sanitaires spécialisés ont été mis en place pour la population réfugiée, qui se compose essentiellement de femmes et d'enfants, dont certains ont été victimes de violences sexistes.



En Jordanie, la formation professionnelle offerte aux femmes accroît leurs perspectives d'emploi et favorise la stabilité face à l'afflux de réfugiés syriens.

ASSISTANCE JURIDIQUE DANS PLUS DE **15 000** AFFAIRES

En 2013, le Parlement fédéral de la **SOMALIE** a pu pour la première fois mener sans interruption ses travaux une année durant. Il bénéficie du soutien du PNUD pour mener à bien ses activités de législation et de contrôle. Un vaste processus de dialogue a abouti à un consensus sur les échéances politiques d'ici 2016, année où devraient se tenir les premières élections du pays depuis un demi-siècle. Dans le cadre des réformes judiciaires, le PNUD est intervenu dans plus de 15 000 affaires pour apporter une assistance juridique. Selon de récentes enquêtes d'opinion, la cote de confiance de la police et des tribunaux est en augmentation.

Malgré l'intensification des conflits dans la région du **DARFOUR**, au Soudan, au début de 2013, le PNUD a appuyé la mise en œuvre de 183 mécanismes communautaires de règlement des conflits à l'échelon local, et 73 % des habitants interrogés reconnaissent qu'ils contribuent à instaurer la confiance. Il a aussi soutenu 64 initiatives communautaires destinées à offrir aux populations locales des moyens de subsistance, ainsi que la mise en place de 151 infrastructures, telles que des marchés ou des systèmes d'approvisionnement en eau. Bon nombre d'initiatives réunissent des représentants de différents groupes et tribus, témoignant des bénéfices d'une coexistence pacifique.



Dans l'est du Soudan, la formation professionnelle contribue à l'autosuffisance des jeunes.

38 MUNICIPALITÉS ONT REÇU UNE AIDE POUR FORMER LEURS REPRÉSENTANTS À DES TÂCHES DE PLANIFICATION ESSENTIELLES

La pauvreté a considérablement reculé au **MAROC**, mais cette baisse est plus lente dans les zones rurales. Jusqu'en 2013, le Gouvernement manquait d'informations pour identifier les lacunes au niveau local. Le PNUD l'a aidé à adopter de nouveaux systèmes statistiques qui mettent en lumière les plus fortes concentrations de pauvreté afin d'orienter adéquatement les interventions. Alors que le Maroc entame la décentralisation de certains pouvoirs, le PNUD est la première organisation internationale à aider les autorités locales d'un pays à se doter de nouvelles compétences. En 2013, il a formé des représentants de 38 municipalités à des tâches de planification essentielles. De nouvelles commissions locales pour l'égalité des sexes encouragent en outre les initiatives assurant des chances égales aux femmes.



Les ressources en eau sont limitées dans beaucoup d'États arabes, et ce pour diverses raisons. Dans la ville de Rafah, située dans la bande de **GAZA**, se procurer suffisamment d'eau pour l'hygiène, le ménage et la cuisine représentait un défi quotidien. Le PNUD a installé une citerne qui sert maintenant à la moitié des 100 000 habitants que compte Rafah. Il a également aidé trois États arabes (l'**ÉGYPTE**, la **LIBYE** et le **SOUDAN**), ainsi que le **TCHAD**, à conclure un accord sur la gestion conjointe du système aquifère gréseux nubien, l'une des plus importantes ressources en eau de ce type au monde. La coopération joue un rôle essentiel pour répondre aux besoins croissants des populations tout en limitant au minimum l'impact sur l'environnement.



Les parlementaires tunisiens ont célébré un accord historique sur une nouvelle Constitution. Les engagements en matière de droits de l'homme, entre autres dispositions, constituent un pas décisif vers une démocratie inclusive.



TUNISIE • Une victoire éclatante en période de transition

L'adoption de la Constitution tunisienne de 2014 a été une victoire éclatante. À l'issue du vote, les législateurs tunisiens se sont levés, saluant l'événement par un vacarme d'applaudissements, des signes de victoire et même des larmes. Ce petit pays, d'où est partie en 2011 la vague de soulèvements qui continue d'ébranler le monde arabe, est parvenu à faire naître le consensus et l'espoir de la paix.

Après des mois d'âpres négociations, 200 des 216 membres de l'Assemblée constituante ont approuvé un document qui devait bientôt marquer un tournant majeur. La nouvelle Constitution prévoit des mesures détaillées de protection des droits politiques, économiques et sociaux, et définit des institutions indépendantes chargées de les défendre. Elle consacre le principe d'égalité entre les sexes et aborde la question des rapports entre État et religion sous un angle résolument progressiste.

Cette réussite s'avère d'autant plus remarquable que les circonstances ne s'y prêtaient guère. La révolution tunisienne puise ses racines dans la profonde méfiance entre l'État et la société. La transition entre des décennies d'autocratie et la démocratie, marquée par des impasses politiques, des assassinats et la récession économique, n'a pas été sans heurts.

C'était sans compter sur la détermination des Tunisiens à avancer sur la voie du progrès. Le PNUD les a constamment soutenus dans leurs

efforts, en leur apportant un éclairage fiable, fondé sur les normes internationales et une longue expérience acquise dans d'autres pays en transition. Il a appuyé une série de mesures qui, comme la nouvelle Constitution, jouent un rôle fondamental dans la prise en compte des aspirations à la démocratie et à une société inclusive.

En 2011, le PNUD a débuté sa coopération avec le Département des affaires politiques des Nations Unies pour apporter une assistance au premier organisme électoral indépendant et démocratique du pays. En l'espace de quelques mois, il a organisé avec succès les élections de l'Assemblée constituante, qui ont permis à quatre millions d'électeurs de prendre part aux premières élections libres depuis l'indépendance de la Tunisie en 1956.

Lorsque l'Assemblée constituante a commencé ses travaux, le PNUD l'a aidée à renforcer ses capacités en matière de partage de l'information. Un processus massif de consultation publique a été lancé : 80 députés sont partis à la rencontre de 6 000 Tunisiens, sillonnant les 24 provinces du pays, et ont participé à des discussions plus ciblées avec des associations de femmes et de jeunes. Plus de 200 groupes de la société civile ont bénéficié d'une formation, facilitant l'élargissement des consultations à 24 000 personnes de plus.

Cette forte participation et ces nombreux appels à une société plus inclusive ont trouvé

un large écho, même lors des périodes de blocage politique, alimentant les délibérations des députés au fil de la rédaction de la Constitution. « Nous n'aurions jamais été en mesure de rédiger cette Constitution si nous n'avions pas bénéficié des contributions directes ou indirectes de tous les secteurs de la société civile », reconnaît Moustapha Ben Jafar, président de l'Assemblée constituante.

Parallèlement au processus constitutionnel, le PNUD a contribué à la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie nationale de lutte contre la corruption, ainsi qu'à l'élaboration d'une loi visant à établir la Commission Vérité et Dignité. S'inspirant en partie de l'expérience de l'Afrique du Sud, cette commission a pour mission d'enquêter sur les injustices commises par le passé afin de les réparer.

À mesure que les nouvelles institutions démocratiques tunisiennes se stabilisent, l'aide du PNUD se réoriente pour s'attaquer à l'exclusion économique qui a mené à la révolution, et notamment au manque de perspectives d'emploi pour les jeunes. Il a apporté son appui à six des régions les plus pauvres du pays pour mettre en place des plans d'action pour l'emploi et teste actuellement l'efficacité de projets pilotes axés sur les moyens de subsistance destinés aux jeunes en vue de déterminer lesquels mériteraient un plus large investissement. L'étape la plus importante de la transition aura été franchie lorsque les Tunisiens pourront voter, travailler et mener leur vie quotidienne librement et en paix.

Asie- Pacifique

MAINTENIR LA DYNAMIQUE

Théâtre d'un miracle économique, l'Asie-Pacifique est la région du monde qui connaît actuellement la croissance la plus rapide. Bien que louable, ce succès demeure vulnérable. L'essor économique n'a pas produit assez d'emplois décents et le coût environnemental en est élevé. Cette région est en outre la plus exposée du globe aux catastrophes naturelles.

Le PNUD aide les pays à défendre et étendre leurs acquis en matière de développement. Il contribue à accélérer la création d'emplois de meilleure qualité et à gérer les ressources naturelles de façon durable. Pour améliorer la gouvernance, il soutient la diffusion des innovations à plus grande échelle, ainsi que les réformes protégeant les droits des groupes exclus. Pour continuer d'avancer sur la voie du développement, il prône une meilleure gestion des risques, et notamment de ceux liés aux catastrophes. Dans cette région en pleine mutation, le PNUD appuie également la mise en place d'un nouveau programme de coopération au développement qui favorise l'entraide entre les pays.

De par son engagement de longue date aux côtés des petits États insulaires en développement, le PNUD est un partenaire de confiance indispensable par l'étendue de son expertise et de ses services, notamment pour la réalisation des OMD.

TUILOMA NERONI SLADE

Secrétaire général du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique

40 MILLIONS

DE PERSONNES TOUCHÉES PAR UNE
CAMPAGNE D'INFORMATION SUR LE VOTE

Voisin de 40 %, le taux de participation électorale du **PAKISTAN** était le plus faible d'Asie du Sud. Pour les élections générales de 2013, le PNUD a soutenu un effort massif pour augmenter ce chiffre. Il a aidé la commission électorale à élaborer son premier plan d'éducation des électeurs et mobilisé, entre autres, banques, hôtels, ministères, établissements scolaires, groupes de la société civile et médias pour diffuser des messages sur l'utilité et les modalités du vote, mais aussi les droits politiques des femmes, par des affiches, des banderoles, la télévision et la radio. Cette campagne a permis d'atteindre 40 millions de personnes. La participation électorale a dépassé 55 %, stimulée par une participation sans précédent des femmes et des jeunes.

La mobilisation des jeunes s'est traduite par des taux de participation électorale sans précédent au Pakistan.



460 000 PERSONNES ONT BÉNÉFICIÉ D'UNE AMÉLIORATION DES



Écoles



Systèmes d'eau et d'assainissement



Centres de santé

En **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO**, un modèle innovant de financement local piloté par le PNUD a conduit à élargir la participation locale. Les communautés soumettent des demandes de subvention auprès des administrations locales pour les projets de développement qu'elles considèrent comme prioritaires. En 2013, 460 000 personnes ont bénéficié d'une amélioration des infrastructures scolaires et sanitaires, ainsi que des systèmes d'approvisionnement d'eau et d'assainissement. Plus d'un tiers de l'ensemble des districts ont adopté cette approche.

Avec l'aide du PNUD, le **BANGLADESH** a mis en place un vaste système national de réduction des risques pour pallier sa grande vulnérabilité aux catastrophes naturelles. Celui-ci coordonne des actions sur plusieurs fronts et implique même les opérateurs de téléphonie mobile, chargés de diffuser des alertes rapides auprès de 112 millions d'abonnés. Avant le passage de la tempête tropicale Mahasen en 2013, un million de personnes avaient pu trouver refuge dans quelque 4 000 abris en l'espace de 24 heures. La tempête a fait 17 victimes, soit beaucoup moins que les précédents phénomènes climatiques extrêmes.

112 MILLIONS D'ABONNÉS À LA TÉLÉPHONIE MOBILE REÇOIVENT DES ALERTES SMS



Grâce à l'appui technique du PNUD, l'**IRAN** a mis en œuvre avec succès un modèle de gestion intégrée de ses trois zones humides protégées, aujourd'hui étendu à 50 zones de plus dans le cadre du nouveau plan national de conservation. Ce modèle assure un équilibre entre la préservation de l'environnement et l'exploitation durable des ressources naturelles par les communautés locales, tout en encourageant la participation des populations à la prise de décisions. Une loi est en cours d'élaboration pour appliquer ce modèle à 84 zones.



Le changement climatique menace de nombreuses communautés rurales à Kiribati. Le PNUD contribue à renforcer la résilience de la population en limitant les risques actuels et en en prévenant de nouveaux.

Huit **ÉTATS INSULAIRES DU PACIFIQUE** ont tiré profit en 2013 de l'expertise du PNUD en adoptant des politiques et des réglementations relatives au changement climatique. Le PNUD a également aidé 80 communautés, soit presque 40 000 personnes, à appliquer des mesures d'adaptation au changement climatique, et 5 000 personnes disposent dorénavant d'un approvisionnement en eau plus sûr. Les **SAMOA** ont développé une stratégie d'adaptation dans le domaine de l'agriculture et créé 25 pépinières de plants résistants. Aux **TUVALU**, la hausse des droits de douane sur les importations d'énergie assure de nouvelles perspectives aux énergies renouvelables.



En **CHINE**, le PNUD a participé aux côtés de ses partenaires nationaux à des concertations qui ont abouti en 2013 à des réformes juridiques décisives, portant notamment sur l'interdiction des aveux obtenus sous la contrainte et le droit à un avocat. Les premières consultations nationales entre les communautés lesbiennes, gays, bisexuelles et transsexuelles, avec la participation de représentants du Gouvernement, ont abordé les discriminations et les violences dont celles-ci sont victimes, et abouti à un engagement en matière de sensibilisation de la population ainsi que de protection juridique de leurs droits. Le PNUD a aidé la Chine à redéfinir de façon plus stratégique son nouveau statut de fournisseur d'aide internationale.



Le PNUD aide l'Afghanistan à remettre en état les infrastructures et à fournir des emplois indispensables.

PHILIPPINES

Assurer le relèvement et réduire les risques

À la fin de l'année 2013, le typhon Haiyan, d'une puissance exceptionnelle, a balayé l'ouest de l'océan Pacifique. Au moment où il s'est abattu sur l'archipel des Visayas, aux Philippines, il s'agissait du plus puissant typhon qui ait jamais frappé le pays, avec des vents à plus de 300 kilomètres/heure, qui ont fait sur leur passage plus de 6 000 victimes. Plus de 14 millions de personnes ont été touchées et se sont retrouvées sans logement, sans moyens de subsistance ni accès aux services publics essentiels.

Les conséquences de cette tragédie sont d'autant plus lourdes que le typhon a traversé l'une des régions les plus pauvres des Philippines, abritant des populations particulièrement vulnérables, peu résilientes face à des catastrophes naturelles et disposant de capacités de relèvement limitées. Près de 70 % d'entre elles sont tributaires de l'agriculture et des ressources naturelles, deux secteurs particulièrement vulnérables.

Le PNUD a réagi immédiatement face à cette crise et pris des mesures pour faire face aux besoins urgents. Il a mis en place des actions pour réduire les risques et les vulnérabilités à plus long terme.

Dans le cadre du plan d'aide national, le PNUD a mené une vaste opération de secours et de relèvement pour venir en aide à 54 des communes les plus durement frappées. La priorité a été dans un premier temps de déblayer les millions d'arbres déracinés et les véhicules renversés, ainsi que les décombres des bâtiments, ce qui a permis l'acheminement de l'aide humanitaire et fourni des emplois aux habitants. Près de 65 000 personnes qui



auraient sans cela été totalement privées de ressources ont participé au nettoyage des débris, faisant ainsi vivre leurs familles et injectant des liquidités si nécessaires dans l'économie locale.

En l'espace de deux mois, l'accès à 14 hôpitaux ainsi qu'à plus de 700 écoles et garderies a été rétabli, et près de 1 000 kilomètres de routes ont été remis en état. L'activité des entreprises a pu reprendre. Le PNUD a contribué à la mise en place de 10 scieries mobiles pour débiter les arbres fauchés par les vents et en faire du bois pour la reconstruction. Les opérations de traitement du bois et de transport ont donné un emploi à des milliers de personnes de plus. Dans certaines des régions les plus pauvres, des programmes ont formé près de 1 800 personnes à la charpenterie, la maçonnerie, l'électricité et à d'autres savoir-faire indispensables à la reconstruction. Grâce à des partenariats avec des entreprises du secteur privé, tous les participants diplômés étaient assurés de trouver un emploi.

L'un des principaux axes de l'intervention du PNUD a été d'apporter un soutien aux autorités nationales et locales. Elles ont dirigé les efforts de relèvement après l'une des pires catastrophes auxquelles un pays ait jamais été confronté. Grâce à l'aide internationale, le PNUD a pu s'inspirer de

l'expérience de l'Indonésie, frappée en 2004 par le tsunami dans l'océan Indien, et préparer la mise en place d'un système national efficace de suivi et d'affectation des fonds, qui favorise la responsabilisation.

100 jours après le passage du typhon, près de 1 000 km de routes étaient déblayés tandis que 700 écoles et garderies avaient pu, une fois remises en état, rouvrir leurs portes.

Au niveau local, l'accent a été mis sur la réouverture des services publics essentiels, comme la collecte des déchets ménagers susceptibles à la longue de constituer un risque sanitaire grave. Dans la ville de Tacloban, le poumon économique des Visayas, le PNUD a provisoirement supervisé la gestion des déchets jusqu'au rétablissement des capacités locales.

Au début 2014, le PNUD travaillait avec le Ministère de l'intérieur et la gouvernance locale à l'élaboration d'un mécanisme pour permettre aux autorités locales des régions épargnées de contribuer aux efforts de relèvement. Des mécanismes locaux de gestion des risques et d'intervention en cas de catastrophe, particulièrement utiles après le passage de violentes tempêtes, étaient également en cours de mise en place. Si les catastrophes naturelles demeurent inévitables, la perte de nombreuses vies humaines et la destruction des moyens de subsistance n'ont, elles, rien d'une fatalité.

Europe et CEI

VERS PLUS D'INCLUSION

La crise économique n'a pas empêché de nombreux pays européens et la Communauté des États indépendants (CEI) de continuer à se développer. Les progrès inégaux et la marginalisation persistante de certains groupes exacerbent cependant les tensions sociales, et les niveaux de vie réels ne sont pas à la hauteur des aspirations. Dans le domaine de l'énergie, de graves pénuries viennent s'ajouter au gaspillage et à la pollution.

Le PNUD aide les pays à poursuivre leur développement en tenant compte des besoins de l'ensemble des citoyens, par le biais de services de meilleure qualité, d'une gestion plus efficace des fonds publics ou d'une amélioration de l'accès à la justice. Il aide à lever les barrières discriminatoires, et notamment les obstacles à des moyens de subsistance décents. En investissant dans une énergie propre et sûre, et en améliorant la gestion des ressources naturelles, le PNUD s'efforce de concilier durablement besoins humains et priorités environnementales.

Notre partenariat avec le PNUD ne cesse de se renforcer et se traduit par d'importantes avancées. Ensemble, nous poursuivons un objectif clé : lutter contre la pauvreté et fournir une aide plus efficace aux personnes qui en ont le plus besoin.

ANDRIS PIEBALGS
Commissaire européen au développement

PLUS DE
200 000

PERSONNES ONT BÉNÉFICIÉ D'UNE
COOPÉRATION PACIFIQUE

Alors que le conflit concernant la région de la Transnistrie en **RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA** dure maintenant depuis plus de 20 ans, un programme financé par l'Union européenne et le PNUD rassemble les habitants des deux rives du Dniestr. Les autorités locales, les groupes de la société civile et le secteur privé collaborent pour créer de nouvelles entreprises, relancer le commerce entre les deux rives du fleuve, rénover les infrastructures des services sociaux, et fournir des services d'assistance juridique et une assistance sociale. Cette coopération pacifique a bénéficié à ce jour à plus de 200 000 personnes.



Les partenariats public-privé en Albanie contribuent à la formation des jeunes handicapés pour améliorer leurs perspectives d'emploi.



L'adhésion à l'Union européenne figure au premier rang des priorités de politique étrangère du **MONTÉNÉGRO**. Le PNUD fait bénéficier le Gouvernement de son expertise pour les négociations en cours et les réformes à apporter. Il a contribué à étendre le système d'aide judiciaire, ce qui a eu pour

effet d'accroître de 10 % le nombre de dossiers traités. Les municipalités sont également mieux préparées à gérer les finances publiques. Dans le domaine de la sécurité, le pays avait accompli en 2013 la moitié de la tâche consistant à détruire les stocks de munitions obsolètes.

APPROCHE
ÉCONOMIQUE



INTÉGRATION
PLUS LARGE DES
ENJEUX SOCIAUX ET
ENVIRONNEMENTAUX

En 2013, l'**OUZBÉKISTAN** a adopté pour la première fois de son histoire une stratégie de développement à long terme. Le PNUD, en collaboration avec la Banque mondiale, a plaidé avec succès pour le passage d'une approche purement économique à une intégration plus large des enjeux sociaux et environnementaux. Il a contribué à rationaliser la loi des Finances, qui met davantage l'accent sur l'efficacité et la responsabilisation dans l'utilisation des fonds publics. Conjointement avec le Fonds monétaire international, il a aidé les autorités nationales à aligner les normes comptables du secteur public sur les normes internationales. Un nouveau portail d'apprentissage en ligne sera mis en place pour assurer le développement des compétences des quelque 30 000 fonctionnaires du pays.



Des étudiants de l'ex-République yougoslave de Macédoine ont participé au développement d'applications d'utilité publique.



L'**EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE** dispose d'une application de surveillance des catastrophes naturelles, développée par le PNUD et des étudiants.

Les services d'urgence l'ont déployée en 2013 pour protéger la population des inondations par le biais de mises à jour régulières et d'informations à la demande. Une deuxième application a été conçue pour permettre aux jeunes au chômage d'accéder rapidement à une information détaillée sur les offres d'emploi.



Les coupures d'électricité sont monnaie courante en hiver dans les zones rurales du **TADJIKISTAN**, pays qui compte par ailleurs de nombreux cours d'eau. Le PNUD

a construit une petite centrale hydroélectrique, qui approvisionne régulièrement en électricité une école, une laiterie, un centre de santé et des foyers dans une commune de plus de 22 000 personnes. Des résidents ont été formés à en assurer le fonctionnement. En 2013, le réseau électrique national a accepté pour la première fois d'acheter l'excédent d'électricité de la centrale locale. Cette décision, la première de ce genre dans le pays, encouragera d'autres localités à construire à leur tour de petites centrales pour produire de l'électricité et financer leur développement.

40 000  « J'AIME » SUR FACEBOOK POUR LA CAMPAGNE *CHANGE YOUR MIND*

Une récente étude du PNUD en **GÉORGIE** a mis en lumière une discrimination profondément ancrée à l'égard des femmes, avec 88 % des Géorgiens qui estiment que ce sont les hommes qui doivent assurer la subsistance de leur famille. Pour combattre les stéréotypes, le PNUD a lancé une campagne nationale intitulée *Change Your Mind* [Changez de point de vue], qui a rapidement totalisé 40 000 « J'aime » sur Facebook. Il a également encouragé près de 200 dirigeantes à servir de modèles en présentant leurs réalisations. Irina Pkhovelishvili a créé la première association de femmes agricultrices du pays, tandis que Phikria Margiani a réglé un problème de transport auxquelles étaient confrontées 180 familles de son village. Tika Vetriakova a quant à elle monté sa propre société de nettoyage, qui compte 190 employés.

Les éoliennes et l'engagement du gouvernement à augmenter considérablement les investissements dans les énergies renouvelables annoncent un avenir plus vert.



Au Kazakhstan, des projets pilotes axés sur le chauffage et l'éclairage des écoles sont actuellement étendus à d'autres bâtiments publics.



KAZAKHSTAN • L'énergie renouvelable a le vent en poupe

L'énergie renouvelable a longtemps été difficile à faire accepter au Kazakhstan. Les immenses réserves de combustible fossile ont favorisé le développement rapide de l'économie et maintenu le faible coût de l'énergie. L'efficacité énergétique était bien loin des préoccupations des habitants. Avec son économie à forte intensité de carbone, le Kazakhstan figurait parmi les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre par habitant.

Aujourd'hui, un avenir plus viable est en vue. Grâce à sa longue expérience des activités de plaidoyer et à son expertise technique, le PNUD a contribué à la diffusion dans ce pays de pratiques plus respectueuses de l'environnement, ainsi qu'au remaniement profond de la législation et des politiques nationales.

En 2013, le Président du Kazakhstan a annoncé que son pays allait entamer une transition vers une économie plus verte et instaurer des mesures axées sur l'énergie, l'eau, la gestion des déchets et d'autres domaines essentiels. L'objectif est qu'en 2050, la moitié de l'énergie du pays provienne de sources d'énergie de remplacement. La législation nationale a d'ores et déjà été modifiée pour stimuler les investissements dans les énergies renouvelables à travers des incitations tarifaires, dont le montant total pour le Gouvernement pourrait atteindre 7 milliards de dollars.

Les premiers signes de ce virage écologique remontent à plus de dix ans. Le PNUD, avec

le soutien du Fonds pour l'environnement mondial, a joué un rôle moteur dans l'étude du potentiel de développement de l'énergie éolienne, une source d'énergie renouvelable disponible en abondance sur l'ensemble du vaste territoire du pays. Des études techniques détaillées ont par la suite fait état d'un potentiel de production d'énergie 18 fois supérieur à celui du réseau existant de centrales électriques.

Le PNUD a collaboré étroitement avec les autorités nationales pour résoudre les obstacles techniques au développement de l'énergie éolienne. En 2011, le premier parc éolien commercial est entré en service, bientôt rejoint par deux autres. D'autres sites de production sont en cours de construction. Au fil du temps, ces installations pourraient réduire les émissions de carbone de plusieurs millions de tonnes, tout en injectant dans l'économie des milliards de dollars sous forme d'emplois et de nouvelles industries.

Ces retombées positives évidentes ont conduit à l'exploration d'autres sources d'énergie renouvelable, tendance sans doute appelée à se confirmer avec la transition vers une économie verte. En 2013, le plan de transport de la ville d'Almaty a misé sur la « mobilité verte », avec pour ambition de réduire la circulation automobile de 30 % en créant des couloirs pour autobus et des lignes de réseau ferré léger. La ville d'Astana s'apprête quant à elle à moderniser ses 181 édifices publics d'ici 2015 en s'inspirant de projets pilotes du PNUD, qui ont équipé plusieurs établissements scolaires de

fenêtres ainsi que de systèmes de chauffage et d'isolation modernes.

Pour limiter le gaspillage d'énergie, particulièrement important dans les bâtiments à l'échelle nationale, le Programme national de modernisation de l'habitat et des infrastructures municipales est axé sur l'efficacité énergétique. Le PNUD a contribué à l'élaboration des premières réglementations écologiques du pays applicables à la construction et participé au déploiement de technologies pionnières à haut rendement énergétique dans de grands immeubles d'habitation. Grâce à son appui, plus d'un millier de ces immeubles anciens ont ainsi pu être rénovés dans tout le pays.

En zone rurale, les mesures de durabilité visent en priorité l'agriculture, facteur essentiel de la transition vers l'économie verte. Chaque année, la pénurie des ressources en eau et la dégradation des sols représentent pour les agriculteurs kazakhs un manque à gagner pouvant atteindre 4 milliards de dollars, avec des répercussions dans toute l'Asie centrale, dont l'approvisionnement en blé est assuré à 90 % par le Kazakhstan. Les autorités nationales, les agriculteurs, le PNUD et l'Agence des États-Unis pour le développement international donnent l'exemple du recours à des techniques adaptées au changement climatique, allant des semences à haut rendement à la diversification des cultures. Au Kazakhstan, de plus en plus, l'avenir de l'économie s'écrit en vert.

Amérique latine et Caraïbes

DES SOCIÉTÉS SÛRES ET RESPONSABLES

Une décennie de progrès a transformé l'Amérique latine et les Caraïbes : les revenus sont en hausse et 90 millions de personnes sont venues grossir les rangs des classes moyennes. La croissance et la réduction des inégalités marquent cependant le pas. Malgré des marchés du travail dynamiques, les femmes, les jeunes, les personnes d'ascendance africaine et les peuples autochtones ne bénéficient pas des mêmes opportunités.

Le PNUD soutient les efforts des pays en matière d'analyse et d'élimination de ces inégalités persistantes. Loin de se focaliser sur la notion de revenu, il prône une approche pluridimensionnelle de la pauvreté et soutient la mise en œuvre d'une nouvelle génération de programmes de protection sociale universelle. Il encourage une participation large et fructueuse aux décisions en matière de développement, en tant que condition de la prospérité et de la stabilité. Les efforts concertés en faveur de l'égalité entre les sexes doivent passer par une reconnaissance de la contribution des femmes aux progrès accomplis dans la région et de leur droit à vivre à l'abri de la discrimination et de la violence.

Le PNUD a joué comme partenaire un rôle important en renforçant la stratégie de sécurité en Amérique centrale et ses mécanismes de coordination. Notre alliance encourage la coopération Sud-Sud ainsi que l'organisation d'activités dans certains pays, notamment axées sur la prévention de la violence.

HUGO MARTINEZ
Secrétaire général du Système d'intégration centraméricain (SICA)



Dans un contexte de réforme fiscale, le PNUD a collaboré avec le Ministère du développement social du **MEXIQUE** pour dissuader le Gouvernement d'appliquer une taxe à la valeur ajoutée sur des denrées alimentaires et des médicaments qui en étaient auparavant exemptés, ce qui aurait eu pour effet de faire basculer 14 millions de personnes dans l'extrême pauvreté. Ces informations ont abouti en 2013 à des réformes beaucoup plus nuancées, qui allègent les charges pesant sur les pauvres tout en conciliant développement économique et progrès sociaux.



Par son soutien, le PNUD a convaincu le Gouvernement mexicain de ne pas instaurer de taxes sur les denrées alimentaires pénalisant les plus pauvres.



Les ressources minérales du **PÉROU** sont à la fois une source de richesse et de conflit. L'exploitation minière se situe souvent sur des terres habitées par des populations pauvres, qui, si elles pâtissent de plein fouet des conséquences telles que la pollution et les déplacements, ne bénéficient guère des retombées positives. En 2013, le PNUD a aidé le gouvernement central à mettre en place un bureau national pour prévenir les conflits par le biais d'un dialogue entre les communautés, les autorités locales et les représentants des mines. L'objectif est de parvenir à un consensus sur les investissements dans le développement local. Dans le cadre de ce processus, le Gouvernement a affecté plus de 600 millions de dollars à l'amélioration des routes, des infrastructures scolaires, de l'approvisionnement en eau et d'autres services essentiels.



Le Brésil étend son programme de protection sociale très performant *Bolsa Familia* et partage son expérience avec des pays du monde entier.

HOMICIDES
EN BAISSÉ

DE **30%**



Le PNUD a fourni un appui au **GUATEMALA** dans la mise en œuvre de réformes judiciaires qui ont fait baisser le nombre d'homicides de plus de 30 % entre 2009 et 2013. De nouveaux systèmes de gestion de l'information renforcent les enquêtes criminelles et les procédures pénales, augmentant par exemple l'efficacité de la procédure d'instruction des féminicides devant des tribunaux spécialisés. En 2013, la première affaire de génocide a été portée par 12 victimes de violences sexuelles en période de conflit devant les tribunaux nationaux. Par l'intermédiaire d'organisations de la société civile, le PNUD a apporté une assistance juridique et psychosociale, et formé des procureurs et des juges.

50 MILLIONS

DE PERSONNES ONT EU
ACCÈS À DES SERVICES DE
SANTÉ ET D'ÉDUCATION

En 2013, le **BRÉSIL** a fêté le dixième anniversaire de *Bolsa Familia*, un programme de protection sociale reconnu à travers le monde qui a étendu l'accès aux soins médicaux et à l'éducation aux familles pauvres. Partenaire de *Bolsa Familia* depuis ses débuts, le PNUD a contribué à améliorer les systèmes de suivi pour accroître la couverture du programme, qui atteint au total 50 millions de bénéficiaires. La dernière stratégie en date du Brésil, Un Brésil sans misère, va plus loin en proposant des services complets englobant la garde d'enfants, la formation professionnelle et l'accès à l'énergie. En 2013, le Gouvernement, le Centre international de politiques pour une croissance inclusive du PNUD et la Banque mondiale ont convenu de partager leurs expériences en matière de protection sociale par le biais de la plateforme de partage des connaissances *World Without Poverty* [Un monde sans pauvreté].

1 700

ENTREPRISES ONT REÇU LA
CERTIFICATION RELATIVE À
L'ÉGALITÉ DES SEXES SUR
LES LIEUX DE TRAVAIL

Le PNUD supervise à l'échelle de la **RÉGION** un programme de certification qui encourage les entreprises publiques et privées à promouvoir l'égalité entre les sexes en milieu professionnel ; 1 700 entreprises de 12 pays ont reçu cette certification, qui atteste du respect des normes en matière de recrutement et de pratiques sur le lieu de travail. En 2013, le PNUD a organisé une rencontre entre plus de 40 femmes politiques d'ascendance africaine de 17 pays. Elles ont créé le premier réseau de la région à attirer l'attention sur le double fardeau de la discrimination fondée sur le sexe et la race, notamment en matière de politique et de prise de décisions.



En Haïti, la consolidation des berges protège des communautés pauvres contre les inondations.

Par sa situation géographique, **HAÏTI** est exposé à des catastrophes naturelles telles que les séismes et les ouragans, vulnérabilité aggravée par l'extrême pauvreté. Les programmes du PNUD aident les Haïtiens à renforcer leur résilience en multipliant les possibilités d'emploi, tout en

atténuant les risques de catastrophe. En 2013, la construction de murs de soutènement le long des cours d'eau, de canaux d'irrigation et de digues a protégé 34 000 habitants des pluies torrentielles. Des arbres ont été plantés sur 600 hectares de terres déboisées, et des pépinières mises en place pour produire des millions de plants.



Des jeunes Salvadoriens qui, comme Giovanni, ont découvert une vie en dehors des gangs des rues, ont pris un nouveau départ. Le PNUD soutient un ensemble de mesures, axées notamment sur l'emploi, qui jouent un rôle essentiel pour faire baisser les taux élevés de criminalité.

EL SALVADOR • La paix à l'horizon

Le visage poupin de Giovanni contraste avec ses tatouages de gang, quelque peu intimidants. Penché sur un rang de poivrons, le jeune homme de 23 ans arrache délicatement les mauvaises herbes et ajuste la mince ficelle qui maintient les plants en place et leur assure une bonne exposition à la lumière filtrant dans la serre.

Giovanni vérifie l'état des plantes trois fois par jour et s'en occupe avec passion, comme s'il en allait de sa propre vie.

Il n'y a pas si longtemps, il « passait ses journées à exploiter les gens dans la rue » et faisait partie d'un des nombreux gangs qui sèment la violence au Salvador, un passé qu'il ne veut pas évoquer. À cause de ces gangs, le taux d'homicide du pays est l'un des plus élevés au monde. Leurs recrues, essentiellement de jeunes hommes comme Giovanni, s'exposent à une mort violente.

Grâce à un projet soutenu par le PNUD à El Pino, un quartier de Santa Tecla auparavant considéré comme trop dangereux même pour des policiers armés, Giovanni et d'autres ont pu échapper à la criminalité. Ils apprennent les bases de la gestion d'une petite entreprise, en l'occurrence, pour Giovanni, la culture et la

commercialisation de végétaux adaptés à de petites parcelles urbaines et pour lesquels il existe une demande dans les épicerie locales.

« Avant, ma vie était un cauchemar, admet-il tranquillement. À présent l'occupation ne manque pas et je n'ai plus le temps de causer des ennuis aux autres. »

Ce projet mené à El Pino est l'un des nombreux moyens par lesquels le PNUD appuie le Salvador dans sa lutte contre le fléau de la violence. Ce problème complexe résulte d'une conjonction de facteurs englobant la pauvreté, la rareté des emplois, la fragmentation sociale et un passé marqué par un conflit brutal. Pour être efficaces, les actions dans ce domaine doivent être menées à plusieurs niveaux, à l'échelle locale et nationale. Elles devront lutter contre la criminalité, améliorer la qualité de vie et ouvrir la voie à un développement productif.

L'activité criminelle frappe surtout les zones urbaines, mais jusqu'à une date récente beaucoup étaient sérieusement gênées dans leurs efforts pour renforcer la sécurité, faute de disposer d'éléments essentiels tels que des informations détaillées par quartier sur les victimes et les violences. Le PNUD a

contribué à la mise en place d'observatoires municipaux pour analyser les statistiques sur la criminalité et en assurer le suivi.

En se fondant sur ces informations pour identifier les points chauds, le PNUD a encouragé les autorités locales et les membres des communautés à coopérer pour atténuer les tensions et revaloriser les espaces publics. La reconversion de sites abandonnés, l'instauration de polices de proximité, des mécanismes communautaires de médiation et des programmes de réinsertion des jeunes sont autant d'exemples d'initiatives qui ont dans certains cas fait baisser la criminalité de non moins de 45 %.

L'impact positif et immédiat de ces mesures a conduit le Gouvernement à adopter en 2010 la première politique nationale en matière de justice, de sécurité et de coexistence pacifique. En 2012, le pays disposait d'une stratégie globale de prévention pour les municipalités destinée à appliquer à grande échelle les actions mises en place par le PNUD. La législation sur les armes a été durcie, en partie grâce à une meilleure diffusion des informations sur l'efficacité de l'interdiction des armes au niveau local.

Pour rétablir la paix sociale, El Salvador a encore une longue route à faire, mais des mesures de ce type lui permettront de garder le cap.

Pour Giovanni, la prise de conscience est radicale : l'obtention d'un emploi digne et d'un revenu légal lui a permis, pour la première fois, de prendre son avenir en main. « Je veux que mon fils emprunte un chemin totalement différent du mien, qu'il obtienne un diplôme, porte un costume et une cravate, et sache que je suis fier de lui », explique-t-il, l'œil rivé sur ses magnifiques plants de poivrons.

LE PNUD EN CHIFFRES

En 2013, les programmes
du PNUD ont contribué à :

CRÉER DES MOYENS DE
SUBSISTANCE DURABLES



6,5 MILLIONS
D'EMPLOIS

ÉLARGIR L'ACCÈS À LA JUSTICE DANS



117
PAYS



BÂTIR LA RÉSILIENCE

14

PAYS EN
CRISE

ORGANISER DES
ÉLECTIONS

43

MILLIONS
DE NOUVEAUX
ÉLECTEURS
INSCRITS



ÉLARGIR L'ACCÈS À LA
PROTECTION SOCIALE À

15 MILLIONS
DE PERSONNES



ÉTABLIR UN ÉQUILIBRE DANS L'UTILISATION
DES RESSOURCES NATURELLES

250 MILLIONS
D'HECTARES



Nous réunissons les différents acteurs pour échanger des solutions.

UN PARTENAIRE DE CHOIX

Les partenariats sont au cœur de l'action du PNUD, dont les activités couvrent la quasi-totalité de la planète. Son expertise considérable sur les plans théorique et pratique recoupe différents enjeux et divers contextes de développement. Ces solides atouts, alliés au capital de confiance dont le PNUD bénéficie depuis des années, en font un partenaire international de choix.

Le PNUD œuvre aux côtés des gouvernements, d'autres organisations internationales, d'entreprises et de la société civile à préparer la transition vers une ère de développement durable et inclusif. Ces collaborations sont le gage de moyens accrus, d'un enrichissement des connaissances et d'une prise de conscience plus large. Elles laissent entrevoir de nouvelles perspectives de progrès et renforcent nos efforts pour faire naître un avenir meilleur.

DES MOYENS ACCRUS AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Le partenariat du PNUD et des pays en développement remonte à presque 50 ans.

Aujourd'hui, après avoir contribué à de nombreuses avancées remarquables et bâti un capital considérable de connaissances en matière de développement efficace, le PNUD encourage entre ces pays les échanges de bonnes pratiques qui ont fait leurs preuves.

Dans la région des Caraïbes, où les ouragans et autres catastrophes naturelles sont fréquents, l'exemple de **CUBA** en matière de réduction des risques à l'échelon local est bien connu. Le PNUD aide cinq pays voisins à appliquer la méthode cubaine en l'adaptant à leurs besoins. En 2014, le district municipal de La Victoria, en **RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**, abrite le premier centre de gestion des risques locaux du pays. Ce centre, qui dispose d'un personnel qualifié et de technologies de pointe, a pour vocation de

UN PARTENARIAT DE



gérer les informations relatives aux risques et aux dangers en vue de protéger les habitants et leurs biens.

Dix-sept pays et 15 000 fonctionnaires, essentiellement en Amérique latine, ont mis en place le programme de renforcement des capacités administratives pour une gouvernance démocratique (SIGOB), élaboré par le PNUD et qui aide les gouvernements à gérer efficacement l'information et les tâches successives à accomplir. En 2013, le PNUD a permis à des représentants de l'**AFGHANISTAN** de s'inspirer du modèle de l'**ARGENTINE** et du **BRÉSIL**, s'agissant notamment de la coordination des services

gouvernementaux et de l'adaptation des services aux besoins des habitants. Le programme SIGOB est en cours de déploiement en Afghanistan pour gérer les documents officiels et la correspondance destinée aux citoyens, sur la base du système adopté au Brésil.

Dans le cadre d'un partenariat de longue date entre le PNUD et l'École d'administration du **NÉPAL**, 650 fonctionnaires de 26 ministères ont été formés au principe « ne pas nuire », qui implique d'analyser et de limiter au minimum les risques potentiels de conflit dans les programmes de développement. En 2013, le PNUD a fait profiter un premier groupe de fonctionnaires du **TIMOR-LESTE** de cette expérience en leur proposant une formation similaire. Un nouveau cours sur la sensibilisation aux conflits a été intégré au programme d'enseignement de l'Institut national d'administration publique.

En **CHINE**, le PNUD a organisé un échange entre des experts en politique et en technologie chinois, qui se sont rendus au **GHANA** et en **ZAMBIE**, et des responsables du secteur de l'énergie ghanéens et zambiens, ont effectué à leur tour des visites en Chine. L'objectif est de reproduire l'expérience réussie de la Chine en matière d'élargissement de l'accès à l'énergie en vue d'améliorer sensiblement les conditions de vie des populations pauvres des zones rurales. Les experts du PNUD fournissent un appui au Ghana et à la Zambie pour que ces pays puissent mettre en place les technologies des énergies renouvelables les plus adaptées à leurs besoins, et disposer des compétences indispensables pour les exploiter. Pour la Chine, il s'agit de renforcer ses compétences en matière de partage des savoir-faire et d'élargir son rôle de fournisseur d'aide au développement.

En 2013, la **Fondation Bill et Melinda Gates** a parrainé l'installation de nouvelles plateformes multifonctionnelles en Afrique. Le PNUD a d'ores et déjà soutenu l'adoption dans 12 pays de ce dispositif, qui peut avoir un impact considérable sur la vie des habitants des zones rurales en leur apportant des services énergétiques modernes et des emplois. À ce jour, les installations existantes bénéficient à 3,5 millions de personnes et fournissent de l'activité à 2 900 entreprises rurales. Le partenariat du PNUD et de la Fondation Gates œuvre à la diffusion de ces plateformes sur la base des expériences réussies au **BURKINA FASO**, au **MALI** et au **SÉNÉGAL**.

En 2013, le PNUD a soutenu des projets dans le domaine de l'énergie dans 100 pays grâce à un financement du **Fonds pour l'environnement mondial**. Ces projets ont élargi l'accès à des services énergétiques



LES PLATEFORMES
MULTIFONCTIONNELLES
ONT BÉNÉFICIÉ À :

3,5 MILLIONS
DE PERSONNES

2 900
ENTREPRISES RURALES

Le bilan concluant des plateformes multifonctionnelles, qui fournissent des services énergétiques et des emplois, a conduit la Fondation Gates à soutenir la poursuite de leur développement en Afrique.



100 PAYS SOUTENUS POUR
DES PROJETS LIÉS À
L'ÉNERGIE EN 2013

propres et abordables, favorisé la transition vers des énergies renouvelables et à meilleur rendement, et encouragé l'adoption d'instruments de politique et de financement en vue de stimuler les investissements dans les énergies renouvelables. Selon une évaluation des projets qui se sont achevés en 2013, sept d'entre eux ont permis à eux seuls de réaliser des économies d'énergie équivalant globalement à la consommation du Danemark, ainsi que des économies de coûts de 6,5 milliards de dollars.

L'Initiative pauvreté-environnement, partenariat entre le PNUD et le **Programme des Nations Unies pour l'environnement**, conseille les pays dans l'affectation des fonds publics pour venir en aide aux plus pauvres tout en protégeant l'environnement et en luttant contre le changement climatique. Elle a été l'une des premières à appliquer le modèle innovant de l'examen des dépenses publiques au titre de l'atténuation du changement climatique (CPEIR). À compter de 2013, la part du budget national consacrée par le **RWANDA** à l'environnement et au changement climatique est passée de 0,4 % à 2,5 %. Un fonds spécial a été créé pour financer des projets reposant sur une approche intégrée de la pauvreté, de l'environnement et du climat. Le **NÉPAL**, qui a adopté des codes budgétaires garantissant le suivi de l'ensemble des dépenses liées

au changement climatique, a reçu en 2013 un prix pour son rôle moteur dans le développement des pays du Sud, le *Global South-South Development Leadership Award*. Le pays consacre aujourd'hui plus de 10 % de son budget à la gestion des effets du changement climatique, en axant ses efforts sur la protection des groupes vulnérables.

Dans le cadre de sa collaboration avec le **Parlement du climat**, réseau international et multipartite de législateurs, le PNUD a contribué à mobiliser plus de 200 parlementaires de 10 pays afin qu'ils échangent leurs expériences et agissent dans le domaine du changement climatique. En 2013, les travaux de ces parlementaires ont abouti à l'adoption par la **TUNISIE** d'un engagement constitutionnel en faveur de la protection du climat, sans précédent dans le monde. Ils ont également conduit à un allègement des taxes sur les panneaux solaires et d'autres technologies des énergies renouvelables au **MAROC**.

De plus en plus d'entreprises du secteur privé, dans le monde entier, reconnaissent les avantages évidents d'un développement durable et inclusif, et prennent des mesures adéquates, en élargissant leurs services aux groupes exclus ou en adoptant des pratiques respectueuses de l'environnement.



**PLUS DE
200**

PARLEMENTAIRES MOBILISÉS
POUR DES ÉCHANGES ET
DES INITIATIVES SUR LE
CHANGEMENT CLIMATIQUE



En Inde, 34 producteurs d'acier ont adopté de nouvelles technologies plus économes en énergie et qui émettent moins de gaz à effet de serre.



AÉROPORTS PRÉPARÉS À L'AFFLUX DE FOURNITURES HUMANITAIRES EN CAS DE CRISE



DE PERSONNES TOUCHÉES PAR UNE CAMPAGNE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT EN TURQUIE

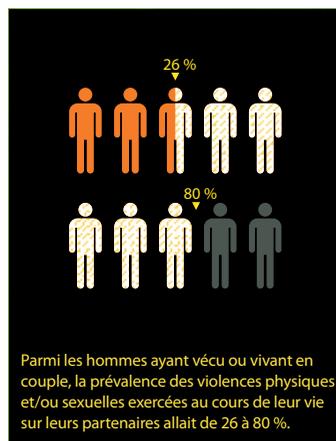
Le PNUD soutient l'engagement de ces entreprises, comme en témoigne le programme *Get Airports Ready for Disaster* [Préparer les aéroports aux catastrophes], un partenariat avec **Deutsche Post DHL**, société de transport international. En 2013, ce programme a permis de mieux préparer 21 aéroports à l'afflux de fournitures humanitaires en cas de crise. Il forme notamment le personnel des aéroports à gérer un trafic aérien plus intense ou à évaluer les capacités d'atterrissage des gros avions de fret. En collaboration avec le *Maritime Anti-Corruption Network* [Réseau maritime de lutte contre la corruption], le PNUD a soutenu en 2013 un projet au Nigéria visant à évaluer les risques de corruption dans les opérations portuaires. Il a mis en place un plan d'atténuation de ces risques ainsi qu'une formation à l'éthique, et commencé à élaborer des mécanismes officiels de dépôt de plainte.

En **TURQUIE**, l'un des principaux fabricants d'électroménager au monde, le PNUD, avec le soutien du Fonds pour l'environnement mondial, collabore avec le Gouvernement, de grands fabricants comme **Arçelik** et d'autres membres de l'**Association des**

fabricants turcs d'électroménager pour augmenter la production et le recours à des appareils plus efficaces ; 50 000 employés ont bénéficié d'une formation à la vente d'appareils plus économes en énergie. Une campagne d'information publique a d'autre part permis de diffuser des messages sur la protection de l'environnement et les économies d'électricité auprès de 9 millions de personnes. Le Gouvernement a amélioré l'étiquetage des appareils et instauré de nouveaux systèmes pour tester et contrôler la consommation d'énergie.

En **INDE**, le PNUD et le **Ministère de la sidérurgie** collaborent pour renforcer l'efficacité énergétique des unités de laminage. L'acier est à la fois l'un des secteurs les plus gros consommateurs d'énergie et l'un des piliers du boom de la construction en Inde. Trente-quatre fabricants ont adopté de nouvelles technologies qui leur ont permis de réduire d'un quart leur consommation d'énergie, ainsi que leurs émissions de gaz à effet de serre. Les économies d'énergie amortissent les investissements de départ en l'espace de 24 mois. D'ici la fin de 2014, 300 usines devraient leur emboîter le pas.

Un partenariat des Nations Unies a apporté certaines des preuves les plus convaincantes de la gravité des violences à l'égard des femmes dans la région Asie-Pacifique.





Le PNUD, le Gouvernement du Qatar et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud ont organisé la première exposition sur le développement Sud-Sud dans la région des États arabes, qui a réuni 400 délégués venus de 45 pays pour échanger des solutions concrètes face à des défis communs en matière de développement.



LE RÉPERTOIRE EN LIGNE DES

GROUPES DE RÉFLEXION

VOISE À ENCOURAGER LA CONSTITUTION DE RÉSEAUX AINSI QUE LE PARTAGE DES CONNAISSANCES DANS LA RÉGION DES ÉTATS ARABES.

UN ENRICHISSEMENT DES CONNAISSANCES

Grâce à leur expertise diversifiée, le PNUD et ses partenaires contribuent à produire un volume considérable de connaissances qui mettent en lumière des questions souvent négligées. Ils favorisent également des échanges stimulants et fructueux, porteurs de nouvelles idées sur leurs actions conjointes de développement.

L'année 2013 a vu la publication de *Pourquoi certains hommes recourent à la violence contre les femmes et comment pouvons-nous la prévenir ?* une étude décisive menée conjointement en Asie-Pacifique par le **PNUD, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), ONU Femmes et les Volontaires des Nations Unies**. Les conclusions frappantes de ce rapport ont attiré l'attention des médias internationaux, et ont fait l'objet de deux articles dans *The Lancet* ainsi que d'émissions qui ont enregistré un record d'audience sur la BBC. Cette étude, reposant sur une enquête effectuée auprès de 10 000 hommes sur plusieurs années, a constaté que la moitié reconnaissait avoir infligé des violences physiques et/ou sexuelles à leur partenaire,

et un quart d'entre eux avoir commis un viol. Des études récentes indiquent que les hommes commettent leurs premiers actes de violence beaucoup plus tôt qu'on ne le pensait. L'impunité demeure la norme, car la grande majorité des violeurs n'ont jamais été inquiétés sur le plan judiciaire.

Dans la région des **ÉTATS ARABES**, le PNUD et la **Foundation for the Future** ont réuni en 2013 plus de 20 groupes de réflexion de premier plan venus de six pays arabes. Ils ont pu échanger à cette occasion des vues sur le rôle essentiel qu'ils ont à jouer dans la diversification des connaissances, ainsi que dans la production d'analyses approfondies et de données fiables en vue d'orienter l'élaboration des politiques et le dialogue social. Des experts en matière de transition d'**INDONÉSIE**, du **MYANMAR** et d'**AFRIQUE DU SUD** ont montré en quoi les groupes de réflexion pouvaient constituer des forces progressistes participant à la transition démocratique, notamment en attirant l'attention sur des questions souvent négligées. Après cette réunion, le PNUD et la *Foundation for the Future* ont élaboré

conjointement un répertoire en ligne des groupes de réflexion de la région, l'un des premiers et des plus complets en son genre, afin d'encourager la constitution d'un réseau ainsi que le partage des connaissances.

En **COLOMBIE**, avec le Gouvernement et le **Groupe de travail des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme**, le PNUD a contribué en 2013 à l'organisation du premier forum régional d'Amérique latine sur les entreprises et les droits de l'homme. Plus de 400 représentants du secteur privé, des gouvernements et des organisations de la société civile de 17 pays ont discuté des stratégies à mettre en œuvre pour gérer les impacts des pratiques des entreprises sur les droits de l'homme.

En 2013, le PNUD a coorganisé pour la première fois avec la **Commission électorale nationale** de la **RÉPUBLIQUE DE CORÉE** la **Conférence de l'Organisation électorale mondiale**, l'un des plus grands forums mondiaux sur les questions électorales. Cette rencontre a été l'occasion pour plus



En Thaïlande, 4 000 étudiants font partie du réseau de lutte contre la corruption.

de 300 professionnels des élections d'en apprendre plus sur les dernières technologies et de recueillir des idées sur la gestion des élections. Le PNUD a également organisé aux côtés de la **Banque mondiale**, du **Fonds monétaire international**, de l'**Association parlementaire du Commonwealth** et du **Revenue Watch Institute** [Institut pour le contrôle des revenus] un séminaire international visant à sensibiliser les parlementaires à la notion de coopération efficace avec les industries extractives.

Pilotée par le PNUD, *Solution Exchange* [Échange de solutions], l'initiative-phare des Nations Unies dans le domaine du partage des connaissances, compte aujourd'hui 15 communautés en ligne actives qui réunissent des internautes de toute la région Asie-Pacifique. Depuis 2005, elle a fourni un appui à plus de 25 000 représentants de gouvernements, professionnels du développement, organisations de la société civile, entreprises du secteur privé et instituts de recherche pour aborder des questions liées aux programmes et aux politiques sur des sujets tels que le mariage précoce, la microfinance, la gestion des catastrophes, la santé maternelle et la nutrition.

UNE PRISE DE CONSCIENCE PLUS LARGE

Une large participation est essentielle pour avancer sur la voie du développement inclusif. Le PNUD collabore avec un vaste réseau de partenaires pour mener dans le

monde entier des actions de sensibilisation et de mobilisation sur des questions d'intérêt commun auprès de millions de personnes.

Au **CAMBODGE**, où les deux tiers de la population ont moins de 25 ans, le PNUD s'est associé avec la **BBC Media Action** pour promouvoir la participation des jeunes à la vie civique. Une campagne de sensibilisation a été lancée sur une période de trois ans pour diffuser des messages positifs et des modèles de comportement auprès des jeunes Cambodgiens, afin de les informer sur les différentes formes d'engagement possibles, que ce soit en votant ou en participant à l'entretien de la communauté. En 2013, cette campagne a atteint, selon les estimations, 2 millions de personnes. Les évaluations de suivi ont également montré que les jeunes Cambodgiens avaient davantage confiance en eux et étaient plus disposés à intervenir sur des questions qui les concernent personnellement ainsi que leur communauté.

En **THAÏLANDE**, le PNUD et l'**Université Khon Kaen** ont apporté leur soutien au *Youth Anti-corruption Network*, un réseau de 4 000 étudiants qui plaident pour des mesures de lutte contre la corruption. En 2013, cette initiative a été répertoriée dans la plateforme *Creative for Good* du Forum économique mondial en tant que bonne pratique.

L'initiative du PNUD **Business Call to Action** (BCtA) encourage les partenaires du secteur privé à adopter des pratiques qui bénéficient aux pauvres tout en étant rentables. Ces



PLUS DE 300 SPÉCIALISTES DE LA CONDUITE DES ÉLECTIONS FORMÉS AUX DERNIÈRES TECHNOLOGIES ET MÉTHODES D'ORGANISATION



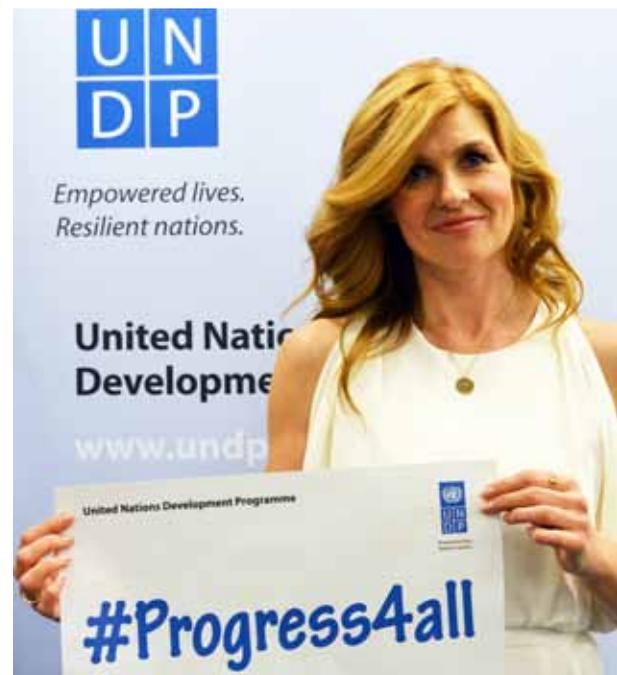
60 PAYS ENGAGÉS EN FAVEUR DES TECHNOLOGIES POUR UN MONDE MEILLEUR

partenaires se sont engagés à créer 1,8 million d'emplois et à améliorer la nutrition de 1,2 million de personnes. Vingt-deux entreprises de plus ont rejoint cette initiative en 2013, portant le total des participants à 89, parmi lesquels figurent de plus en plus des entreprises à forte croissance issues des pays en développement. Les différents partenaires se sont réunis pour échanger des idées avec les lauréats du « **Challenge du G20** » pour l'innovation des entreprises inclusives, concours international qui a récompensé 15 entreprises exemplaires dans ce domaine. Les campagnes médiatiques de sensibilisation au potentiel immense des entreprises pratiquant l'inclusion ont permis de toucher des millions de personnes dans le monde entier. Le quotidien britannique *The Guardian* s'est associé à cette initiative et publie régulièrement des profils d'entreprises modèles pratiquant l'inclusion avec succès.

Aux côtés de la **Fondation des Nations Unies**, de *Mashable*, de *92nd Street Y*, de la Fondation Bill et Melinda Gates et de Ericsson, le PNUD a parrainé l'édition 2013 du Sommet pour le bien social. Cette rencontre a réuni des participants de 60 pays, de l'Afghanistan au Zimbabwe pour discuter de la manière dont les technologies contribuent à un avenir meilleur. Différentes personnalités ont été conviées à ces débats, d'une ampleur quasiment sans précédent, en tant qu'« auditeurs principaux », parmi lesquelles

Jim Yong Kim, Président de la Banque mondiale, S.A.R. Mette-Marit, Princesse héritière de Norvège, Melinda Gates, co-Présidente de la Fondation Gates, et Richard Branson, fondateur du groupe Virgin.

Le PNUD salue ses **Ambassadeurs de bonne volonté** pour la générosité dont ils ne cessent de faire preuve. Par leur célébrité, ces personnalités permettent au plaidoyer en faveur du développement d'atteindre de nouveaux publics à travers le monde. **Connie Britton**, vedette de la série télévisée américaine *Nashville*, a été nommée en 2014 Ambassadrice de bonne volonté du PNUD. Elle soutient avec ferveur la cause de l'élimination de la pauvreté et de l'autonomisation des femmes. Le célèbre footballeur **Iker Casillas** a appelé les jeunes Ouzbeks à faire du bénévolat dans leurs communautés, tandis que **le Prince héritier Haakon de Norvège** a assuré la promotion de programmes contribuant à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Zambie. À la onzième édition annuelle du Match contre la pauvreté, **Ronaldo et Zinédine Zidane**, légendes du football, ont contribué à lever des fonds pour les survivants du typhon aux Philippines aux côtés de **Marta Vieira da Silva**, star du ballon rond. L'actrice japonaise **Misako Konno** a également réuni des ressources pour l'effort massif de relèvement aux Philippines.



EN HAUT : L'actrice Connie Britton, qui vient d'être nommée Ambassadrice de bonne volonté du PNUD, s'est associée à une campagne en faveur de l'égalité entre les sexes dans les médias sociaux.

EN BAS : Le Prince héritier Haakon de Norvège a rencontré des jeunes en Zambie dans le cadre d'une initiative de promotion des OMD.

LA COORDINATION DES NATIONS UNIES AU NIVEAU MONDIAL

En unissant leurs efforts, les organisations du système des Nations Unies tirent le meilleur parti de leurs ressources et obtiennent d'importants résultats.



La campagne de sensibilisation aux grands enjeux de développement, menée conjointement par des organisations des Nations Unies à travers des chansons, les médias sociaux ou des débats télévisés, a permis d'atteindre des millions de Zambiens. Les dépenses publiques consacrées aux deux grandes priorités que sont la santé et l'éducation ont augmenté en 2014.

L'aide intégrée au développement donne aux pays accès à l'ensemble des domaines d'expertise dont ils ont besoin pour relever des défis complexes.

Dans cette optique, le PNUD gère le système des coordonnateurs résidents, dont il est le principal contributeur et qui encourage la collaboration entre les équipes de pays des organisations des Nations Unies, contribuant à améliorer l'efficacité des interventions. Le PNUD dirige également le Groupe des Nations Unies pour le développement, qui oriente et coordonne des actions au niveau international. La mission générale du PNUD est de contribuer à bâtir un système des Nations Unies pour le développement solide, tout en établissant des liens entre les différents enjeux et en favorisant la collaboration.

En **ZAMBIE**, l'équipe de pays des Nations Unies a apporté en 2013 un soutien unanime au pays, qui entamait des réformes constitutionnelles, en élaborant une plateforme de plaidoyer commune. Les différentes organisations ont passé ensemble en revue toutes les conventions internationales relatives aux droits de l'homme ratifiées par la Zambie avant de présenter au comité constitutionnel une liste de recommandations conjointes, qui ont presque toutes été prises en compte. Des campagnes communes en vue d'accélérer la

réalisation des OMD et d'identifier les priorités pour l'après-2015 ont permis d'atteindre des millions de Zambiens à travers des documentaires télévisés, des émissions à la radio, des réunions publiques, les médias sociaux et un concert, intitulé *A Young Zambia Arises* [L'éveil de la jeune Zambie]. Des débats animés ont fait ressortir que les priorités demeuraient centrées sur l'éducation et la santé, deux secteurs qui bénéficieront d'une augmentation de leur enveloppe budgétaire en 2014.

Une croissance économique bénéfique à tous figurait également parmi les principales préoccupations. Pour réduire la pauvreté et la vulnérabilité des populations, les experts de différentes institutions des Nations Unies ont coopéré pour aider le Gouvernement à concevoir une politique nationale de protection sociale, et à revoir à la hausse le budget des transferts de liquidités, indispensables à la survie des plus pauvres. D'autres actions conjointes ont permis d'accroître les rendements agricoles et l'accès aux marchés, ainsi que de créer des emplois, en particulier pour les groupes marginalisés. Le Congrès des syndicats de Zambie (ZCTU) a créé



PLUS DE 600

AGENTS DE POLICE, JUGES ET PROCUREURS FORMÉS
À LA PLEINE APPLICATION DES LOIS DESTINÉES
À METTRE FIN À LA VIOLENCE

une branche jeunesse pour soutenir les jeunes créateurs d'entreprise, tandis que l'Association zambienne des femmes actives dans le secteur de la construction, nouvellement créée, plaide pour un environnement de travail plus ouvert aux femmes.

Pour les organisations des Nations Unies représentées en **INDONÉSIE**, le creusement des inégalités est un défi commun à tous les programmes de développement. La région centrale de Java, par exemple, affiche un taux de mortalité maternelle supérieur à la moyenne nationale. Comme la réduction du taux de mortalité maternelle occupe une place centrale dans les OMD, l'équipe des Nations Unies a élaboré un plan d'action pour accélérer la réalisation des OMD, instrument dont le PNUD assure la diffusion à l'échelle mondiale. Le PNUD aide la région par le biais de mesures spécifiques augmentant le taux de survie des femmes. Face aux taux toujours élevés de retard de croissance des enfants, des initiatives conjointes ont également été mises en place pour dresser la carte de la

sécurité et de la vulnérabilité alimentaires en vue d'identifier les zones où la population a le plus besoin d'aide. L'adoption de la loi prévoyant une assistance juridique de l'État pour les pauvres a conduit à la mise en place à l'échelle du pays de nouveaux services qui devraient bénéficier à 20 000 personnes n'ayant pas autrement les moyens d'accéder à l'assistance de juristes.

Dans le cadre du Programme national de collaboration sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD+) soutenu par les Nations Unies, l'Indonésie a pris des mesures importantes pour ralentir la déforestation. Le Gouvernement national a prolongé le moratoire sur l'exploitation des forêts primaires et des tourbières, et déployé une technologie satellitaire afin d'être systématiquement informé en temps réel sur les inventaires et la dégradation des forêts. Après qu'une évaluation de la gouvernance eut constaté des lacunes au niveau de la gestion locale des forêts, les responsables

politiques ont décidé de placer l'amélioration de la gouvernance au centre de leur prochain plan stratégique pour le secteur forestier. À partir de cette évaluation, l'Indonésie a créé son propre indice de gouvernance des forêts pour évaluer la qualité de la gouvernance à l'échelle nationale et dans 11 des provinces les plus touchées par l'exploitation forestière. Cet outil sert à orienter la planification et le suivi.

Confrontées à une grave atteinte aux droits humains en **SERBIE**, les organisations des Nations Unies ont uni leurs efforts pour prévenir la violence à l'égard des femmes et pour protéger les victimes. Elles ont soutenu la mise en place dans 15 villes d'un modèle intégré de services juridiques et sociaux, et financé une formation spécialisée destinée aux fonctionnaires de police, aux travailleurs sociaux, aux professionnels de la santé, au personnel judiciaire et aux groupes de la société civile pour améliorer la compréhension de leurs rôles respectifs et renforcer la coopération. Une ligne



Les institutions des Nations Unies en Indonésie œuvrent ensemble pour réduire la mortalité maternelle dans les zones où elle demeure élevée.



En Serbie, les vastes mesures visant à mettre fin aux violences à l'égard des femmes prévoient d'impliquer les hommes en tant que moteurs du changement.

téléphonique est dorénavant disponible en Serbie 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 pour les victimes. Des prestataires de services ont reçu une accréditation pour piloter des programmes visant les auteurs de ces violences et prendre le mal à la racine.

Des cours dispensés par les principales écoles de police et de magistrature du pays ont permis à plus de 600 agents de police, juges et procureurs d'approfondir leurs connaissances en vue d'appliquer pleinement les lois et de mettre un terme à la violence. En collaboration avec le Ministère de l'éducation, des formations professionnelles destinées aux enseignants ont été mises en place pour les aider à détecter et faire face aux violences dans les établissements scolaires, et ils doivent dorénavant rédiger un rapport annuel sur les plans de prévention de la violence.

L'année 2013 a été marquée par des progrès constants au niveau des mécanismes contribuant à l'efficacité des équipes des Nations Unies. En réponse aux demandes de gouvernements, 38 équipes de pays interviennent maintenant selon le principe *Unis dans l'action*, qui prône une coordination étroite des programmes et des interventions. Beaucoup d'autres équipes s'inspirent de plusieurs éléments de l'approche *Unis dans l'action*, qui prévoit des procédures opérationnelles standard, notamment afin que les résultats en matière de développement demeurent la priorité absolue.

Des premiers indices de réussite ont pu être observés auprès de 12 équipes de pays pilotant un modèle relativement complet de services partagés. Des institutions distinctes

gèrent en fonction de leurs capacités les achats, les systèmes d'information et les ressources humaines de l'équipe. Selon les estimations, les économies réalisées, qui sont allées de pair avec une amélioration de la qualité et de l'accès aux services, s'élèvent en Éthiopie à 13 millions de dollars et à 10 millions au Rwanda. L'équipe des Nations Unies au Brésil a commencé à piloter un centre opérationnel conjoint, le premier à avoir adopté des protocoles opérationnels autonomes dans toutes les institutions concernées. L'objectif est d'améliorer l'efficacité des interventions et de faire baisser les coûts en confiant à un seul groupe du personnel l'ensemble de ces activités menées pour différentes institutions.

LE FINANCEMENT COMMUN, UN OUTIL POUR AVANCER DANS LA RÉALISATION D'OBJECTIFS PARTAGÉS

Le PNUD administre plus d'une centaine de mécanismes de financement commun au niveau des Nations Unies et des pays. Ils ont pour vocation de renforcer l'efficacité de l'aide et de la coordination au sein des Nations Unies, tout en favorisant un changement en profondeur en vue de garantir un développement durable. Ces mécanismes acheminent l'aide vers un large éventail de programmes d'intervention humanitaire, de transition, de développement et de lutte contre le changement climatique.

En 2013, les montants reçus par le PNUD au titre de ces mécanismes s'élevaient à 736 millions de dollars, portant le montant total versé depuis 2004 par près de 100 contributeurs à plus de 7 milliards de dollars. Parmi les fonds innovants créés en 2013, trois étaient destinés à des programmes de transition au Mali, en Somalie et dans la région soudanaise du Darfour, et un fonds de développement visait à soutenir les objectifs de développement durable pour l'après-2015.

En 2013, les 130 programmes conjoints des Nations Unies appuyés par le Fonds pour la réalisation des OMD ont pris fin après avoir contribué depuis 2007 à l'amélioration des conditions de vie de

9 millions de personnes dans 50 pays. Le PNUD et le Gouvernement espagnol ont annoncé la création d'un nouveau mécanisme, le *Sustainable Development Goals Fund* (SDG-F) [Fonds pour les objectifs de développement durable], axé sur le programme de développement pour l'après-2015. Doté d'un budget initial d'environ 60 millions de dollars, il soutiendra des programmes conjoints visant à mettre l'expertise des organismes des Nations Unies au service des priorités des pays. Il sera principalement destiné aux pays à revenu intermédiaire, où vivent 70 % des plus démunis de la planète, et donnera une priorité accrue à l'égalité entre les sexes et au développement durable.



PLUS DE **7** MILLIARDS DE DOLLARS

VERSÉS AU TOTAL DEPUIS 2004 PAR PRÈS DE 100 CONTRIBUTEURS

130

PROGRAMMES CONJOINTS DES NATIONS UNIES DANS 50 PAYS



La République démocratique du Congo figure parmi les pays couverts par MicroLead, un programme qui favorise la mise en place de services bancaires de qualité et bon marché destinés aux populations rurales pauvres.

UNCDF

DES PARTENARIATS FRUCTUEUX

Partenaire du PNUD, le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) aide les pays en développement à développer leurs économies en complétant les sources existantes d'aide au développement par des subventions et des prêts. Le Fonds, qui collabore avec des partenaires publics et privés, a fait la preuve de sa capacité à faire fructifier des investissements relativement modestes et plus risqués dans deux principaux secteurs d'expertise : la finance accessible à tous et le financement du développement local.

Pour favoriser une plus grande inclusion, l'UNCDF gère **MicroLead**, un programme mondial financé par la **Fondation Bill et Melinda Gates**, la **Fondation MasterCard** et le Fonds d'affectation spéciale pour les modes de vie et la sécurité alimentaire (**LIFT**) du Myanmar. Ce programme collabore avec des prestataires de services financiers pour élargir l'offre de produits de bonne qualité, abordables

et adaptés aux besoins des habitants des zones rurales au revenu modeste, qui n'ont pas ou ont peu accès aux services bancaires. Cette formation leur permet de tirer le meilleur parti de ces nouveaux services afin de pouvoir résister à d'éventuels chocs dus aux conditions climatiques, régulariser leurs rentrées et se constituer une épargne pour l'avenir.

À la fin de 2013, la première phase de mise en œuvre des partenariats de MicroLead a dépassé ses propres objectifs, permettant à 17 prestataires d'offrir des services financiers à plus de 800 000 déposants et de mobiliser plus de 313 millions de dollars, soit 13,6 fois l'investissement initial. Le programme d'expansion de MicroLead, qui prend fin en juin 2017, a pour objectif d'atteindre plus d'un million de déposants dans les zones rurales d'Afrique subsaharienne et plus de 140 000 déposants dans les zones rurales du Myanmar.

Au **BÉNIN**, l'UNCDF contribue au renforcement des capacités pour gérer le financement du développement local, qui joue un rôle essentiel dans la croissance économique et l'amélioration de la sécurité alimentaire. Conscient de l'utilité des technologies, le Fonds a lancé un logiciel spécialisé de gestion budgétaire et comptable destiné aux communes (GBCO).

Grâce à un investissement de 18 000 dollars de l'UNCDF, le GBCO a d'abord été déployé dans sept communes, puis à l'ensemble du pays en 2013. L'**Agence danoise de développement international**, la **Coopération technique belge** et l'**Union européenne** ont investi plus de 400 000 dollars pour étendre son champ d'action. La Coopération technique belge a depuis introduit ce système au **NIGER** et il est prévu de le déployer au **MALI**.



VNU

Han Na Kim (à gauche) et Alzada Arystanbek (au centre), respectivement originaires de la République de Corée et du Kazakhstan, sont deux jeunes Volontaires des Nations Unies qui sont allées à la rencontre des habitants d'Astana dans le cadre de l'enquête mondiale des Nations Unies *MY World*.

LE VOLONTARIAT, MOTEUR DU DÉVELOPPEMENT INCLUSIF

Chaque jour, le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) réalise des avancées significatives en matière de paix et de développement à l'échelle mondiale. Le partenariat des VNU avec le PNUD fait du volontariat un instrument efficace de l'engagement civique, lequel a à son tour un impact positif en termes d'autonomisation économique et politique.

Des investissements dans les services sociaux, la protection, une croissance inclusive et la gestion des ressources naturelles s'avèrent nécessaires à mesure que les populations échappent à la pauvreté et commencent à former des sociétés stables et pacifiques. Le volontariat est un moyen de faire en sorte que ces efforts soient durables et bénéficient à tous.

En 2013, plus de 6 000 volontaires nationaux et internationaux des Nations Unies, parmi lesquels figure un nombre croissant de Jeunes Volontaires des Nations Unies, ont été dépêchés aux côtés de partenaires des Nations Unies, dont 30 % avec le PNUD. Plus de 80 % d'entre eux venaient des pays du Sud

et 67 % sont intervenus dans d'autres pays que le leur, représentant ainsi une solution logique pour améliorer la coopération Sud-Sud. En outre, 11 000 autres Volontaires des Nations Unies en ligne ont également participé par le biais du service Volontariat en ligne des Nations Unies.

Le Plan-cadre stratégique du programme VNU pour 2014-2017, qui comporte l'engagement d'intégrer systématiquement le volontariat dans les interventions programmatiques conjointes contribuant au développement, s'inscrit dans le droit fil du Plan stratégique du PNUD.

En **OUZBÉKISTAN**, où le bénévolat au profit de la communauté est encore peu répandu, les VNU et le PNUD ont collaboré dans trois régions pilotes pour encourager le volontariat et l'innovation sociale en vue de faire face aux défis du développement local. Près de 200 volontaires locaux sont parvenus à mobiliser 3 800 jeunes, dont 65 % de femmes, dans le cadre d'activités qui bénéficieront à leurs communautés.

Lors des élections générales de 2013 au **KENYA**, les Volontaires des Nations Unies ont également collaboré avec le PNUD pour encourager la participation des jeunes dans le cadre du programme *Get Informed, Get Involved* [Informez-vous et engagez-vous]. Dans le cadre d'une campagne pour accroître l'implication des femmes, les Jeunes Volontaires des Nations Unies ont formé 140 jeunes représentantes nommées et élues à la gouvernance et à la nouvelle Constitution.

Les Volontaires des Nations Unies ont joué un rôle déterminant dans la campagne *Le Monde que nous voulons après 2015/MY World*, en réalisant 90 % des enquêtes en **HAÏTI**. Au **BANGLADESH**, leur action a combiné de manière innovante des activités en ligne et sur site. Des Volontaires en ligne ont traduit le texte de l'enquête en bangla. Une partie est allée sur place à la rencontre de 4 200 habitants des communautés rurales tandis que d'autres volontaires en ligne ont saisi et analysé les résultats de l'enquête.

EFFICACITÉ INSTITUTIONNELLE

L'efficacité institutionnelle occupe une place centrale dans la transformation que le PNUD envisage dans son Plan stratégique pour 2014-2017. Le PNUD est l'organisme de développement international qui dispose du plus vaste réseau de bureaux de pays. Conformément à ses principes et aux engagements pris envers les pays qu'il sert, le PNUD est tenu d'avoir une structure opérationnelle qui lui permette de mettre en œuvre des programmes avec le meilleur rapport coût/efficacité possible.

Lorsque le plan a été lancé en 2014, le PNUD était déjà en train de s'aligner sur les orientations qu'il fixait. Le Plan stratégique abaisse le nombre d'objectifs stratégiques de 34 à 7, tout en recentrant les efforts du PNUD sur le développement inclusif et durable ainsi que sur les secteurs d'activité où sa contribution est la plus utile. L'ambition du PNUD est de faire coïncider pleinement sa vision globale et son action sur le terrain, même s'il reste conscient de la nécessité de faire preuve d'une certaine

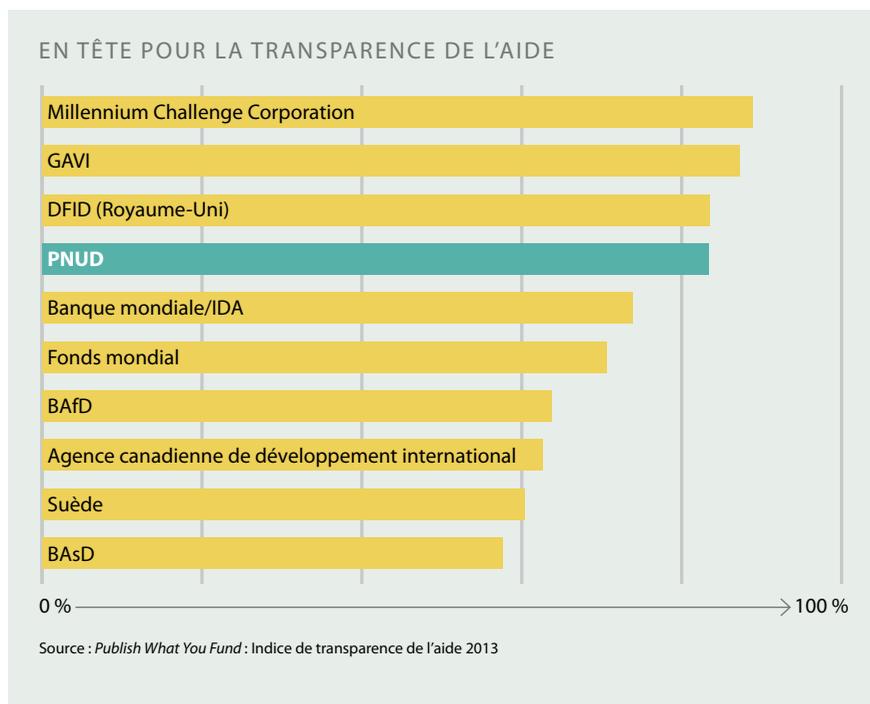
ouverture et flexibilité face aux changements en s'adaptant aux différents contextes.

Partant du constat que les multiples dimensions du développement sont interconnectées et bénéficient les unes des autres, la réorganisation de notre Siège et de nos structures régionales vise à rassembler les effectifs pour mettre fin au traditionnel cloisonnement des programmes. Un processus d'harmonisation a été mis en œuvre pour faire évoluer l'approche des

programmes de pays sans remettre en cause la prise en compte des priorités nationales. Son objectif est d'améliorer les résultats, de recentrer l'action du PNUD et d'optimiser l'emploi des ressources. En outre, nos choix s'appuieront systématiquement sur des données et des faits solides.

Un nouveau cadre intégré de résultats et de ressources devrait améliorer le suivi de la manière dont les bureaux du PNUD obtiennent des résultats et dépensent leurs ressources. Pour garantir la qualité et la cohérence de l'action du PNUD à l'échelle de l'organisation, ce cadre comporte des indicateurs de base et des orientations en matière d'évaluation. Le premier budget intégré du PNUD marque une avancée en matière de simplification et de transparence de la gestion des différentes sources de revenus.

En 2013, le PNUD figurait de nouveau dans le peloton de tête au classement des organisations multilatérales selon l'indice de transparence de l'aide de l'organisation *Publish What You Fund* [Publiez ce que vous financez], occupant le quatrième rang sur les 67 principaux donateurs de l'aide internationale. Il a été félicité pour être allé au-delà des normes de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide,



qui fixe des critères de référence en matière de rapidité, d'exactitude et d'exhaustivité des informations communiquées sur l'aide.

Le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU a certifié sans réserve les états financiers du PNUD pour 2012, pour la première fois en tous points conformes aux Normes comptables internationales du secteur public.

Le PNUD cherche à inscrire l'éthique au centre de son action. L'ensemble de son personnel doit suivre une formation obligatoire dans ce domaine, assortie de remises à niveau régulières ; environ 1 065 membres du personnel ont participé à une formation de ce type en 2013. Le Bureau de l'éthique conseille les membres de la direction, contribue à l'élaboration des politiques de l'organisation et fournit des conseils concernant l'application pratique des principes d'éthique.

Des messages transmis par des courriels ou les réseaux sociaux encouragent fréquemment le personnel à « faire ce qui est juste, même quand personne ne vous voit », tandis que la formation éthique destinée aux responsables les incite à promouvoir une culture de la franchise, permettant aux membres du personnel de faire part de leurs préoccupations sans craindre de représailles. Cette culture de l'éthique, qui favorise la participation ainsi que la confiance et l'intégrité du personnel, améliore l'efficacité et la réputation de l'organisation tout entière.

En 2013, trois prestigieux prix ont été décernés au PNUD pour ses réussites dans le domaine des technologies de l'information. Le prix CSO40 a récompensé ses systèmes de sécurité de l'information pour leur valeur ajoutée et leur dimension novatrice. Les précédents lauréats incluent des grandes sociétés telles que Intel et MasterCard.



Les panneaux solaires garantissent un éclairage constant pour un coût modique.

PLUS D'ÉLECTRICITÉ POUR LES BUREAUX DES NATIONS UNIES EN ÉRYTHRÉE



Les locaux des Nations Unies en Érythrée, où sont basés le PNUD et cinq autres organismes des Nations Unies, étaient régulièrement confrontés

à des pannes d'électricité. Les ordinateurs s'éteignaient et les téléphones cessaient de fonctionner, interrompant le travail du personnel. Comme ces pannes étaient moins fréquentes en soirée, bon nombre restaient tard au bureau pour finir leur travail, ce qui n'était pas sans poser des problèmes de sécurité, car il fallait rentrer chez soi dans l'obscurité.

Si l'approvisionnement en énergie est erratique, l'ensoleillement ne manque pas en Érythrée, ce qui a poussé l'Équipe des

Nations Unies à se tourner vers l'énergie solaire pour résoudre le problème. En 2013, 104 panneaux solaires ont été installés sur le toit du bâtiment. Leur production suffit pour alimenter les bureaux au moins huit heures par jour. Les coûts devraient baisser au bout de deux ans pour amortir l'investissement initial et les émissions en dioxyde de carbone dues à l'activité des Nations Unies sont à présent nulles.

Ce système fonctionne si bien que des associations du personnel des Nations Unies ont consenti des avances de salaire à leurs membres pour financer l'achat de panneaux solaires pour leur logement. Le Gouvernement a également repris cette idée et installé des panneaux solaires pour alimenter l'éclairage public.

Le Directeur de la technologie du PNUD a été classé parmi les 100 principaux leaders des technologies de l'information et des communications, aux côtés de gouvernements et d'entreprises du palmarès Fortune 500. Le PNUD a également reçu le prix du programme *Computerworld Honors* pour son bilan en matière de sécurité et de gestion de l'information.

En 2013, le PNUD a renforcé son engagement permanent en faveur de la durabilité environnementale en adoptant un nouveau tableau de bord pour évaluer les impacts d'investissements commerciaux potentiels sur l'environnement, ainsi qu'en termes de productivité, de sécurité, d'innovation, de motivation du personnel

et d'efficacité. Comme la conformité aux normes sociales et environnementales constitue une composante claire et mesurable du nouveau Plan stratégique, la *Social and Environmental Compliance Unit* [Unité chargée de la conformité aux normes sociales et environnementales] a été créée au sein du Bureau de l'audit et des investigations du PNUD.

La mise à jour de la stratégie du PNUD pour la promotion de l'égalité des sexes 2014-2017 prévoit d'accélérer la promotion des femmes aux échelons moyens, de leur réserver des postes dans les secteurs où elles sont sous-représentées et de recruter plus d'hommes pour les postes administratifs des services généraux.

RESSOURCES DU PNUD

Le PNUD est entièrement financé par des contributions volontaires, qui proviennent notamment des États Membres des Nations Unies, et des organisations multilatérales ou autres.

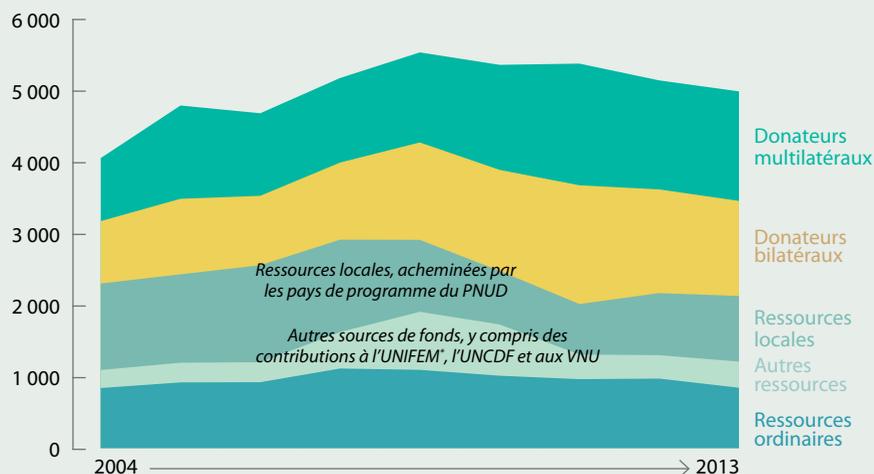
Ces contributions sont affectées à son budget, soit en tant que ressources ordinaires, soit en tant qu'autres ressources qui sont réservées à des usages précisés par les donateurs. En 2013, 56 pays ont contribué aux ressources ordinaires, pour un montant total de 895,7 millions de dollars.

Les autres ressources se sont élevées en 2013 à 3,8 milliards de dollars. Les contributions des gouvernements représentent 2,4 milliards de dollars et celles des entités multilatérales, 1,4 milliard.

Le développement est une entreprise de longue haleine, qui exige un centrage stratégique ainsi qu'une aptitude à se préparer aux crises et à y faire face, ainsi qu'à saisir les opportunités. Dans un contexte de développement en mutation rapide, le PNUD s'attache à diversifier les sources de revenu, à nouer des partenariats efficaces et à consolider sa base de ressources pour parvenir aux objectifs de développement définis dans son Plan stratégique.

CONTRIBUTIONS VERSÉES AU PNUD : 2004-2013

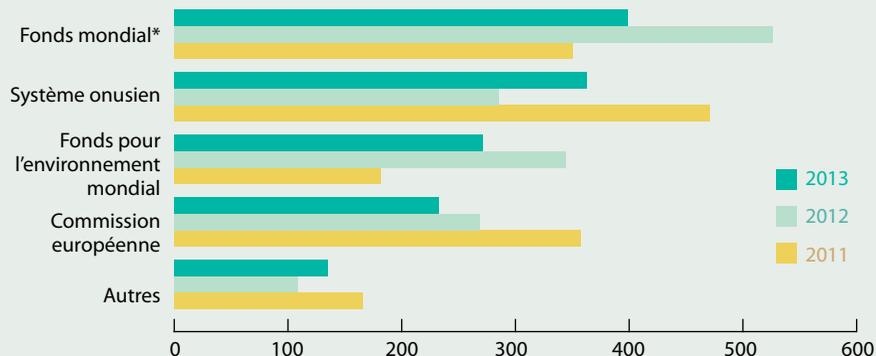
Chiffres préliminaires d'avril 2014 • En millions de dollars EU



* Comprend les recettes d'UNIFEM pour 2004-2009.

SOUTIEN DE PARTENAIRES NON BILATÉRAUX

Chiffres préliminaires d'avril 2014 • En millions de dollars EU



* Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Source : PNUD

REVENUS BRUTS REÇUS EN 2013

Classement selon les contributions aux ressources totales • Chiffres préliminaires d'avril 2014 • En dollars EU

| DONATEURS ¹ (par ordre décroissant) | ORDINAIRES | AUTRES | TOTAL |
|--|-------------|-------------|-------------|
| Japon | 80 472 261 | 301 146 223 | 381 618 484 |
| Norvège | 133 235 992 | 100 413 812 | 233 649 804 |
| États-Unis | 79 083 000 | 140 360 232 | 219 443 232 |
| Royaume-Uni | 85 470 498 | 133 826 385 | 219 296 883 |
| Suède | 84 637 894 | 103 145 537 | 187 783 431 |
| Pays-Bas | 74 385 511 | 71 611 029 | 145 996 540 |
| Canada ² | 93 542 907 | 33 779 449 | 127 322 356 |
| Allemagne | 29 852 136 | 85 371 391 | 115 223 527 |
| Suisse | 62 844 542 | 50 127 760 | 112 972 302 |
| Danemark | 56 535 892 | 44 795 946 | 101 331 838 |
| République de Corée | 5 500 000 | 73 201 366 | 78 701 366 |
| Australie ³ | | 64 729 076 | 64 729 076 |
| Finlande | 28 679 213 | 17 609 056 | 46 288 269 |
| France | 17 682 476 | 4 887 867 | 22 570 343 |
| Belgique | 15 298 013 | 4 639 288 | 19 937 301 |
| Irlande | 11 366 539 | 4 318 640 | 15 685 179 |
| Luxembourg | 4 002 714 | 9 067 419 | 13 070 133 |
| Chine ⁴ | 3 800 000 | 6 353 045 | 10 153 045 |
| Italie | 5 235 602 | 3 124 797 | 8 360 399 |
| Arabie saoudite ⁴ | 2 000 000 | 6 059 803 | 8 059 803 |
| Inde ⁴ | 4 403 295 | 3 440 000 | 7 843 295 |
| Nouvelle-Zélande | 6 837 607 | 172 778 | 7 010 385 |
| Russie ⁴ | 1 100 000 | 5 647 907 | 6 747 907 |
| Autriche | 2 554 278 | 3 516 496 | 6 070 774 |
| Koweït ⁴ | 570 000 | 3 250 000 | 3 820 000 |
| Turquie ⁴ | 3 000 000 | 171 820 | 3 171 820 |
| Thaïlande | 865 112 | | 865 112 |
| Bangladesh | 400 000 | | 400 000 |
| Singapour ⁴ | 300 000 | 58 179 | 358 179 |
| Émirats arabes unis ⁴ | 324 000 | 18 945 | 342 945 |

1/ La liste des principaux donateurs prend en compte les revenus reçus par rapport au montant total des ressources.

2/ Contributions versées au titre des années 2012 et 2013.

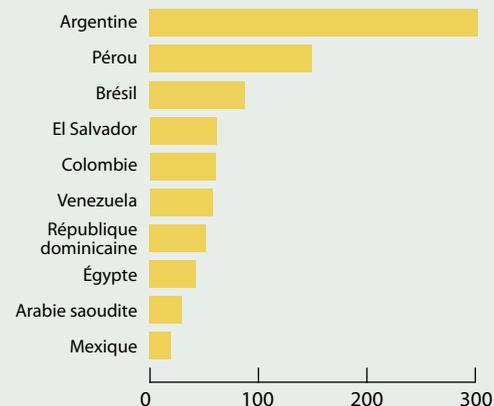
3/ La contribution de l'Australie aux ressources ordinaires au titre de l'année 2013 a été reçue en 2014.

4/ Les chiffres indiqués pour ces pays sous « Autres » ne prennent pas en compte les revenus reçus pour des activités autonomes.

Source : PNUD

SOUTIEN DES GOUVERNEMENTS DES PAYS DE PROGRAMME

Chiffres préliminaires d'avril 2014 • En millions de dollars EU



PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES DES AUTRES RESSOURCES EN 2013

Chiffres préliminaires d'avril 2014 • En dollars EU

| | |
|--|-------------|
| Afghanistan | 493 679 477 |
| Zambie | 118 588 951 |
| Sud-Soudan | 112 232 761 |
| Soudan | 109 311 637 |
| Bangladesh | 83 106 228 |
| République démocratique du Congo | 70 395 438 |
| Programme d'assistance au peuple palestinien | 69 227 648 |
| Zimbabwe | 67 283 965 |
| Mali | 54 611 543 |
| Somalie | 50 943 487 |
| Haïti | 40 286 020 |
| Népal | 29 317 960 |

CRÉDITS PHOTO

Page 1. Joey Reyna/PNUD
Page 2. Alberto Conti/FAO
Page 3. PNUD Macédoine
Page 4. Dalia Khamissy/PNUD
Page 7. Tran Vinh Nghia
Page 9. PNUD Mali
Page 10 (en haut). PNUD
Page 10 (en bas). Paul Harrison/PNUD
Page 11. David Rose/FIDA
Page 13 (en haut). Salah Malkawi/PNUD
Page 13 (en bas). J. Lewis/PNUD Soudan
Page 14 (à gauche). Hassene Dridi/
Associated Press
Page 14 (à droite). Mohamed Messara/
European Press Agency
Page 15. PNUD Pakistan
Page 16 (en haut). PNUD Fidji
Page 16 (en bas). Farzana Wahidy/PNUD
Afghanistan
Page 17. Baudouin Nachtergaele/PNUD
Page 18. Nora Kushti/PNUD Albanie
Page 19. PNUD en ex-République
yougoslave de Macédoine
Page 20 (à gauche). PNUD Kazakhstan/
Fonds pour l'environnement mondial
Page 20 (à droite). PNUD Kazakhstan
Page 21. Ana del Toro/PNUD Mexique
Page 22 (en haut). Bruno Spada/MDS
Page 22 (en bas). PNUD Haïti
Page 23. Jose Mauricio Martinez Cruz/
PNUD El Salvador
Page 26. Giacomo Pirozzi/PNUD
Page 27. PNUD Inde
Page 29. Zoom
Page 30. Mark S. Cogan/PNUD Thaïlande
Page 31 (en haut). Dylan Lowthian/PNUD
Page 31 (en bas). Eirik Talleraas/PNUD
Page 32. Georgina Smith/Nations Unies
Page 33. Fonds international de
développement agricole
Page 33. Nations Unies
Page 35. Opportunity International
Page 36. Gavin White/PNUD
Page 38. PNUD Érythrée

POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONTACTER LE BUREAU DU PNUD LE PLUS PROCHE OU :

Bureau des relations extérieures et du plaidoyer

One United Nations Plaza
New York, NY 10017, É.-U.
Tél : 1 (212) 906 5300

Bureau de représentation du PNUD à Washington

1775 K Street, NW, Suite 420
Washington, DC 20036, É.-U.
Tél : 1 (202) 331 9130

Bureau de représentation du PNUD à Genève

Palais des Nations CH-1211
Genève 10, Suisse
Tél : (41-22) 917 8536

Bureau de représentation du PNUD à Bruxelles

14 Rue Montoyer
B-1000 Bruxelles, Belgique
Tél : (32-2) 505 4620

Bureau de représentation du PNUD à Copenhague

UN City, Marmorvej 5,
2100 Copenhague O, Danemark
Tél : (45) 45 33 5000

Bureau de représentation du PNUD à Tokyo

UN House 8F
5-53-70 Jingumae
Shibuya-ku
Tokyo 150-0001, Japon
Tél : (813) 5467 4751

Centre régional du PNUD pour l'Afrique

Kirkos Sub City
Democratic Republic of Congo Street
Kebele 01, House No. 119
PO Box 60130
Addis Abeba, Éthiopie
Tél : (251) 115 170707

Centre régional du PNUD au Caire

2 Hegaz Street, CEDARE Building
Heliopolis Bahary -11737
Heliopolis, Le Caire, Égypte
Tél : (20) 2 2456 4942

Centre régional du PNUD en Asie-Pacifique

United Nations Service Building
3rd floor, Rajdamnern Nok Avenue
Bangkok 10200, Thaïlande
Tél : (66) 2304 9100, Ext. 2

Centre du PNUD au Pacifique

c/o PNUD Private Mail Bag
Suva, Fidji
Tél : (679) 330 0399

Centre régional du PNUD pour l'Europe et la Communauté des États indépendants

(adresse temporaire)
Yalıköşkü Cad
Number 16, Floor 3
Fatih 34112
Istanbul, Turquie
Tél : (90) 212 512 58 53

Centre régional du PNUD au Panama

Casa de las Naciones Unidas Panamá
Clayton, Ciudad del Saber
Edificios 128 y 129
Apartado Postal 0816-1914
Panama, République du Panama
Tél : (507) 302 4500

ABRÉVIATIONS

| | | | |
|----------------------|---|---------------|---|
| BCTA | Business Call to Action | PNUD | Programme des Nations Unies pour le développement |
| CEI | Communauté des États indépendants | REDD | Réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts |
| Fonds mondial | Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme | UNCDF | Fonds d'équipement des Nations Unies |
| ICT | Technologies de l'information et de la communication | UNFPA | Fonds des Nations Unies pour la population |
| FIDA | Fonds international de développement agricole | UNIFEM | Fonds de développement des Nations Unies pour la femme |
| LGBT | Lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres | VNU | Volontaires des Nations Unies |
| OMD | Objectif du Millénaire pour le développement | | |

Publié par le Bureau des relations extérieures et du plaidoyer
Programme des Nations Unies pour le développement
New York

Rédaction : Gretchen Luchsinger
Traduction : Julie Perry
Conception : Design Lab 360
Imprimé par : Phoenix Design Aid



Certification d'une
sylviculture responsable

Imprimé sur du papier écologique
avec des encres à base végétale.
Les documents imprimés sont
recyclables.

© PNUD Juin 2014

« Le développement inclusif
et durable est le défi
majeur de notre époque. »

— Helen Clark
ADMINISTRATEUR DU PNUD



*Au service
des peuples
et des nations*

Programme des Nations Unies
pour le développement
One United Nations Plaza
New York, NY 10017
États-Unis d'Amérique

www.undp.org/french

© PNUD Juin 2014

 www.facebook.com/pnudfr
 www.twitter.com/pnudfr
 www.youtube.com/undp

